

Chapitre 14: Le déclin de l'Empire colonial français (1920-1986).

Quatre-vingt dix ans d'essor (1830-1920), dix-sept ans de déclin (1945-1962): défaite-éclair? Non, la France a fait "mieux" en juin 1940 — « *Braoum! Vraoum!* ». Mais peut-être bien revanche accélérée des réalités sur les idéologies: le second Empire colonial français était né en plein âge du libéralisme (économique et politique) et de l'essor des nationalismes; il avait fallu toute la prétention vaniteuse de l'Europe du XIXe et du début du XXe siècle, tout son mépris raciste envers les autres aires culturelles pour ne pas avoir voulu comprendre que le progrès de ces idées était inéluctable même hors du vieux monde, pour que des hommes politiques, des journalistes et des instituteurs "progressistes" eussent accepté de bourrer le crâne aux gens avec des âneries aussi énormes que la mission civilisatrice de la République et "l'Algérie, terre française".

Lorsque fut venu le temps de comprendre, la France fit la sourde oreille: il fallut deux terribles guerres perdues, des centaines de milliers de morts pour qu'elle acceptât enfin de faire en Afrique noire ce qu'elle avait refusé de faire en Indochine et en Afrique du nord: décoloniser à froid. Cela fait de la décolonisation l'un des épisodes les moins glorieux de notre Histoire. Il est juste de souligner que l'obstination fut encore plus aveugle en Espagne et au Portugal, guère moins en Belgique et aux Pays-Bas; mais elle fut moindre en Grande-Bretagne — il est vrai que l'on peut accuser cette dernière puissance, une fois convaincue de la vanité de maintenir son Empire, de s'être lavé les mains du destin de ses anciennes colonies, les abandonnant à divers conflits internes dont on sait les conséquences désastreuses à Chypre, en Inde, en Palestine.

Ces drames, ces humiliations, la France les a dans l'ensemble oubliés. Le deuil s'est fait sans trop de problèmes, car l'Empire n'occupait une place centrale ni dans notre économie, ni dans nos débats politiques, et car les Français, dès les années 1960, ont pris conscience que le colonialisme était devenu un phénomène anachronique, à l'exception d'un quarteron de nostalgiques (parodiés par le chanteur Michel Sardou dans *Le bon vieux temps des colonies*, chanson des années 1970¹). Il y a cependant une exception: la **blessure algérienne** ne s'est pas encore refermée, parce que l'Algérie, c'était censé être la France; parce qu'un million de Pieds-noirs en ont été chassés en 1962 et que beaucoup cultivent encore le traumatisme; parce que cette défaite face à l'islam a été perçue comme particulièrement humiliante; enfin, du fait de la présence en France d'une forte communauté d'origine algérienne, en bonne partie arrivée précisément dans les années de la guerre et dans les premiers temps de l'indépendance, mal acceptée — et qui, dans la guerre civile des années 1990, a eu parfois tendance à régler des conflits algéro-algériens sur le territoire de la France. On a peu parlé de la guerre d'Algérie jusqu'à la fin des années 1990²; on n'en a même pratiquement pas parlé durant les années 1960 et 1970. Mais ce refoulement cachait une grande douleur et une grande amertume.

Dans ce chapitre je traiterai le déclin de l'Empire colonial français d'un point de vue strictement interne à l'Empire; les conséquences sur la vie politique métropolitaine, notamment sur le destin de la France libre et celui de la IVe République, ont été ou seront traitées dans les chapitres 13, 15 et 16.

I-La sourde oreille (de 1920 aux lendemains de la sconde guerre mondiale).

A) L'entre-deux-guerres.

Cette période représente l'**apogée de l'Empire** colonial français. Ce fut alors, de 1920 à 1943, qu'il atteignit sa plus grande extension territoriale, avec l'intégration d'anciennes colonies allemandes (le Cameroun³, le Togo) et d'un morceau d'Empire ottoman, la Syrie et le Liban⁴. Deuxième du monde après l'Empire britannique, il regroupait

¹ « Moi monsieur j'ai fait la colo / Dakar Conakry Bamako / Moi monsieur j'ai eu la belle vie / Au temps béni des colonies / Les guerriers m'appelaient grand chef / Au temps glorieux de l'A.O.F. / J'avais des ficelles au képi / Au temps béni des colonies // Pour moi monsieur rien n'égalait / Les tirailleurs sénégalais / Qui mouraient tous pour la patrie / Au temps béni des colonies / Autrefois à Colomb-Béchar / J'avais plein de serviteurs noirs / Et quatre filles dans mon lit / Au temps béni des colonies // Moi monsieur j'ai tué des panthères / À Tombouctou sur le Niger / Et des hippos dans l'Oubangui / Au temps béni des colonies / Entre le gin et le tennis / Les réceptions et le pastis / On se serait crus au Paradis / Au temps béni des colonies »

² Les anciens combattants, en particulier, ont eu du mal et de la peine à en parler; ils avaient honte de cette guerre inutile et cruelle qu'on leur avait fait mener, même lorsqu'ils avaient essayé de la faire le plus proprement possible. Ce n'est que vers 2000 que des témoignages ont commencé à apparaître en masse.

³ Enfin, la plus grande partie: une bande à l'ouest fut rattachée au Nigéria, colonie du Royaume-Uni. Les deux Camerouns furent partiellement réunifiés en 1961, une partie du Cameroun britannique choisissant quand même de rester nigérian. Cet héritage explique pourquoi le Cameroun est aujourd'hui un pays bilingue.

⁴ La France eut du mal à en prendre le contrôle effectif: il fallut affronter le royaume que venait de fonder Fayçal, le frère de Hussein, le fameux chérif de la Mecque chassé par Ibn Al-Saoud et que les Britanniques avaient installé à Amman (voyez le cours de Relations internationales, à la fiche A3). En mars 1920, un congrès de la Grande-

quatre-vingt millions d'habitants (on parlait lyriquement de "la France de cent millions d'habitants", de "la plus grande France").

Il devint le premier partenaire commercial de la France en 1928; vers 1930 il absorbait le sixième des exportations et le tiers des investissements extérieurs (dont les deux tiers pour l'Algérie et la Tunisie, et 10% pour l'Indochine). Les exportations à destination de l'Empire colonial triplèrent dans les années 1920 (il s'agissait essentiellement de produits des industries anciennes, les plus routinières et les moins capitalistiques, aux débouchés déclinants en métropole: textiles, sucre, peaux, etc.); et les importations augmentèrent de moitié (il s'agissait surtout de vin, de céréales, d'oléagineux, de minerais). Bref, dès les années 1920 on assista à **un repli progressif de la France sur son Empire**, repli qui contribuait à la survie des pans les plus archaïques de l'économie métropolitaine. Ce qui n'empêchait point que l'Empire demeurât sous-investi, sous-exploité; en particulier, il ne s'industrialisait que très lentement. La France n'y tenait pas vraiment, malgré diverses proclamations et esquisses de plans en ce sens dans les années 1930: il y avait danger de concurrence pour nos industries, et d'apparition aux colonies d'un prolétariat incontrôlable. Ainsi il y avait une seule cimenterie en Indochine, aucune en A.E.F.

L'essentiel, c'étaient l'égricuture et les activités d'extraction. Le **vignoble** dominait toujours plus l'économie de l'**Algérie**: les coûts y étaient deux fois moins élevés qu'au nord de la Méditerranée du fait de l'exploitation éhontée de la main-d'œuvre indigène; mais il fut durement touché par les mesures restrictives prises durant la crise des années 1930 (arrachage de plants, etc.). L'Algérie produisait aussi pas mal de phosphates et du fer. En Indochine les cultures de plantation connurent un essor rapide, surtout le café, le thé et l'**hévéa**, un arbre originaire d'Amazonie introduit au début du siècle et cultivé exclusivement dans de grandes plantations; ainsi que la filière agroalimentaire qui leur était liée. Mais le plus spectaculaire fut le **boom minier du Tonkin** — la production d'étain fut multipliée par huit, celle de houille par quatre, celle de zinc explosa; Saïgon devint le septième port français! Les capitaux étaient français, les machines étaient importées de France (à un prix élevé à cause d'un régime douanier défavorable), mais les minéraux extraits prenaient le chemin du Japon. Dans les autres régions de l'Empire les progrès de l'économie moderne étaient bien plus lents; en Afrique noire, l'essentiel de l'activité "moderne" était constitué par la traite des produits locaux en échange de produits de consommation importés à prix d'or¹.

L'Indochine fut la première région de France à être touchée par la **crise**, dès 1930: l'économie (tout au moins la partie monétarisée de celle-ci) était bien plus extravertie que celle de la métropole, car elle reposait essentiellement sur des exportations de produits bruts à destination du Japon, et la consommation locale était très faible. En 1931, les problèmes de l'agriculture de subsistance aidant (la pression démographique augmentait très vite et les techniques rizicoles ne suivaient pas), la famine régnait en Annam... Le Maroc fut très touché aussi, ainsi que l'A.E.F., ouverte au commerce des puissances étrangères en vertu d'accords remontant à la conférence de Berlin en 1884. En revanche l'Algérie, la Tunisie et les Antilles, soumises au régime douanier de la métropole, échappèrent à la crise dans un premier temps; mais la chute mondiale des prix des matières premières les toucha vivement à partir de 1931 — les planteurs réagirent en augmentant les quantités produites, ce qui fit des années 1930 une période d'**essor des cultures commerciales**. Le **repli protectionniste** sur l'Empire s'accrut; il apparut à la Chambre un véritable "lobby autarchique", qui se référait à Colbert et à Méline. En 1935, l'Empire colonial absorbait 32% des exportations françaises, contre 20% en 1929. Pourtant les exportations vers l'Empire n'augmentèrent que de 0,1%; c'était qu'avec le reste du monde elles s'effondraient.

Syrie (c'est-à-dire de toute la côte méditerranéenne du Croissant fertile) proclama l'indépendance de ces régions; ce fut le mois suivant, à la conférence de San Remo, que les limites entre mandats français et britanniques furent tracées définitivement (la France perdit Mossoul au passage). Un corps d'armée français, sous les ordres du général Gouraud, occupa Damas en juillet; Fayçal dut s'exiler (en lot de consolation, les Britanniques lui offrirent le trône d'Irak).

Ce fut en septembre 1920 que le Liban, c'est-à-dire la région à majorité chrétienne, fut séparé de la Syrie, mais pour qu'il fût viable les Français l'étendirent démesurément, à la région de Beyrouth (qui n'en fait pas partie historiquement) et vers l'intérieur, avec ce résultat que les chrétiens le dominaient politiquement mais n'y étaient pas majoritaires, situation qui déboucha sur une terrible guerre civile à partir de 1975 (en 1990, la Syrie a mis fin à cette guerre et placé le Liban sous protectorat, réannexant de fait le nord et l'est du pays). On détacha aussi de la Syrie, entre autres "entités autonomes", un "État alaouite", du nom d'une minorité musulmane, qui couvrait le reste de la côte, et un "djebel druze". Les nationalistes syriens étaient furieux: ils le furent encore plus lorsqu'en 1939, pour éviter l'entrée en guerre de la Turquie aux côtés de l'Allemagne, la France lui fit tout simplement cadeau d'un morceau de Syrie (à peuplement mixte, arabo-turc), le sandjak d'Alexandrette (Iskanderun en turc). En 1925-1926, à la suite d'une révolte des druzes (voyez plus bas), il fallut bombarder Damas et Maydân pour reprendre le contrôle de la région...

¹ Voyez, dans la *Voyage au bout de la nuit*, les pages consacrées par Céline à la "Compagnie pordurière" du Petit Congo, à Fort-Gono. Le modèle en était la compagnie Sangha-Oubangui, qui sévissait dans l'Oubangui-Chari, l'actuel Centrafrique.

Il y eut toute une politique de mise en valeur de l'Empire, notamment le **plan Sarraut**, lancé en avril 1921: Albert Sarraut (1872-1962) était ministre des Colonies¹. Il s'agissait d'un ensemble de grands travaux d'infrastructures, financés par les réparations allemandes. Il ne fut que très partiellement appliqué, à cause de la malice du Boche; en particulier, les liaisons entre colonies demeurèrent à l'état de projet, notamment le chemin de fer transsaharien, un vieux fantasme. Il apparut quand même une "route mandarine" de Saïgon à Hanoï; et même des liaisons aériennes entre la France, le Maroc et l'A.O.F., dès le début des années 1920². En revanche, au désespoir des colonialistes la démographie métropolitaine ne parvenait pas à fournir assez de **colons**. En Afrique du nord, on continuait à naturaliser en masse des Espagnols et des Italiens (ces derniers, nombreux en Tunisie, faisaient d'ailleurs l'objet de toutes les attentions de Mussolini); mais les Arabes et les Berbères représentaient partout au moins les trois quarts de la population, et leur nombre augmentait bien plus vite que celui des colons: en Algérie il y avait neuf cent vingt mille Européens en 1936, mais déjà cinq millions et demi d'indigènes, dont une part croissante vivait en ville où ils ne trouvaient guère de travail. L'administration coloniale tentait de diviser la population indigène en favorisant les Berbères³, par exemple au niveau de la scolarisation... Ailleurs, les colons étaient très peu nombreux et la francisation des indigènes demeurait très superficielle.

Du point de vue du statut légal des indigènes, rien ne changea ou presque. Au début des années 1920, après quelques hésitations, on prorogea les différents **statuts d'indigénat**; il y eut cependant des facilités d'accès à la citoyenneté française pour les anciens combattants. Le plan Sarraut comprenait un volet "indigéniste", il s'agissait de former des administrateurs et des fonctionnaires indigènes; mais il ne fut pas appliqué. Il y eut de nombreuses réformes administratives locales sur lesquelles je passe, mais partout les indigènes demeuraient en minorité dans les organes locaux, de toute façon purement consultatifs. Les quelques gouverneurs éclairés qui tentaient d'améliorer le sort ou la représentation des colonisés, comme Maurice Viollette en Algérie en 1925-1927, se heurtèrent aux colons (Viollette dut être rappelé à Paris⁴). D'aucuns vivaient sur une autre planète: en 1930, et avec la bénédiction de la République laïque, il se tint "à Carthage", c'est-à-dire à Tunis, un grand **congrès eucharistique** destiné à célébrer le premier siècle de la reconquête chrétienne de l'Afrique du Nord: on fit défiler en anges ou en croisés⁵ les gosses des Missions... à peu près tous juifs ou musulmans bien entendu — certains Tunisiens ne l'ont toujours pas digéré (les programmes scolaires doivent se charger d'entretenir la mémoire de cet affront).

Le seul gouvernement qui eut une véritable politique coloniale fut le cabinet Blum, mais ce fut un échec. Le **Front populaire** avait fait naître de grands espoirs: il avait promis une enquête générale sur la situation "politique, économique et morale" dans les colonies⁶ (André Gide fit partie de la commission chargée de l'enquête en juillet 1936). Partout les indigènes essayèrent de profiter de la nouvelle donne à Paris pour obtenir une reconnaissance — ceux qu'on entendit à cette époque étaient évidemment les plus modérés, ceux qui demandaient l'assimilation (c'est-à-dire la pleine citoyenneté française, y compris le droit de vote). Ainsi, en juin 1936, un congrès musulman se réunit à Alger: il demandait l'octroi aux indigènes de la nationalité française, mais avec le maintien du droit musulman. En collaboration avec Viollette⁷, Blum élaborait un projet d'assimilation progressive aux termes duquel on eût accordé la nationalité française, sans abandon du droit musulman, à quelques dizaines de milliers d'indigènes d'Algérie (vingt et un mille la première année), diplômés, gradés de l'armée ou fonctionnaires. Avant même d'arriver aux Chambres, le **projet Blum-Viollette** fut retiré sous la pression des colons (il y eut un fort regain d'antisémitisme); les nationalistes s'y opposèrent aussi. D'autres projets concernant la Tunisie et le Maroc avortèrent encore plus vite, tout comme un projet d'indépendance de la Syrie et du Liban après une période probatoire de trois ans; la commission d'enquête,

¹ Le ministère des Colonies, installé rue Oudinot, ne gérait ni l'Algérie (qui dépendait de l'Intérieur), ni les protectorats (gérés par les Affaires étrangères, à l'exception de ceux d'Indochine); quelques déserts étaient toujours gérés directement par les militaires, notamment aux confins du Maroc.

² Je voudrais rappeler ici les principales étapes de l'épopée de l'**Aéropostale**: cette compagnie, fondée en 1919 à Bordeaux par l'ingénieur Latécoère (sous un autre nom: celui-ci date de 1927), passée sous le contrôle de l'État en 1931 à la suite de graves difficultés financières dues à la crise, ouvrit les premières lignes aériennes vers l'Afrique en 1923 (Toulouse-Casablanca-Dakar), puis vers l'Amérique du sud en 1930 (Dakar-Natal — au Brésil —, grâce à Jean Mermoz); Mermoz rallia Paris à Dakar en quinze heures en 1935, mais disparut dans l'Atlantique l'année suivante. En 1939, on fêtait la quatre millièmes traversée de l'Atlantique sud... L'Aéropostale fut chantée par Antoine de Saint-Exupéry (*Courrier sud*, 1928); parmi ses ingénieurs on comptait Marcel Bloch (1892-1986), qui choisit le nom de Marcel Dassault après la seconde guerre mondiale.

Par ailleurs, une liaison aérienne France-Indochine fut ouverte en 1932: il fallait dix jours, contre un mois en bateau (on n'en mettait plus que cinq en 1939).

³ Le Berbère était censé avoir conservé l'héritage des Romains, des Vandales (germans — certains Berbères sont blonds aux yeux bleus), et autres âneries.

⁴ Il déclara: « prenez garde. Les indigènes d'Algérie, par votre faute sans doute, n'ont pas encore de patrie; ils en cherchent une. Ils vous demandent la patrie française. Donnez-la leur ou, sans cela, ils en feront une autre ».

⁵ Saint Louis est mort à Tunis, en route pour la Croisade, en 1270.

⁶ Il va sans dire que le Front populaire était unanimement colonialiste, communistes compris; il n'était même pas question de *self-government* à la britannique: il s'agissait simplement de "mieux" coloniser.

⁷ Viollette militait au P.S.F. de Déat, qui faisait partie du Front populaire.

désabusée, démissionna collectivement en juillet 1938, et ses rapports allèrent contribuer à la décoration intérieure des tiroirs du ministère.

L'équipement hospitalier demeurait très insuffisant, malgré le dévouement du personnel¹; cependant la vaccination permit le recul de certaines **maladies** comme la variole, la peste et surtout la maladie du sommeil qui faisait des ravages en A.E.F. — la population de cette région recommença à augmenter à partir de 1930. L'**éducation** ne progressait que très lentement: en Algérie le taux de scolarisation des indigènes n'était toujours que de 10% en 1931 (comme en Indochine²), les filles formant 11% de l'effectif scolaire; en A.E.F. il y avait moins de dix mille enfants indigènes scolarisés à la même date, les deux tiers par les Missions, dont environ 10% de filles. Il y avait deux lycées en Afrique noire française, à Saint-Louis et à Dakar, qui scolarisaient essentiellement des enfants de colons. Seule exception à ce triste tableau: Madagascar, avec un taux de scolarisation honorable de 20% environ, dont un tiers de filles, et pas mal d'institutrices indigènes.

La **déculturation** se poursuivait à un rythme accéléré, tant en Algérie (où les structures scolaires et culturelles précoloniales avaient été détruites de fond en comble, et où la population indigène exprimait désormais, dans sa majorité, un désir d'assimilation politique et culturelle — mais l'obstacle demeurait de la religion et du droit musulman) qu'en Afrique noire où la chefferie fut réorganisée de fond en comble pour servir l'administration coloniale: elle n'avait plus grand-chose à voir avec les structures de pouvoir précoloniales; on y trouvait de plus en plus de parvenus, notamment des anciens combattants. Ce fut dans ce contexte que commencèrent à se cristalliser les "ethnies" post-coloniales...³ De même, l'économie coloniale mettait à mal les rapports sociaux et familiaux traditionnels — ces derniers devaient affronter aussi l'hostilité des missionnaires, notamment la polygamie et la polyandrie. En Afrique du nord, les "tribus" commencèrent à se déstructurer complètement et en particulier à perdre le contrôle de la terre, qui passait de plus en plus aux mains des particuliers; l'exode rural s'accéléra vers les villes voisines, où trouver du travail était de plus en plus problématique (amorce de la constitution des sous-prolétariats urbains du tiers-monde actuel), ou vers celles de la métropole; en Indochine il apparut un prolétariat industriel non négligeable, fort d'environ deux cent vingt mille personnes vers 1930. Partout une bourgeoisie indigène, marchande ou administrative, commençait à se développer.

Dans l'Hexagone, alors qu'avant 1914 l'intérêt pour les affaires coloniales était modéré (mise à part une minorité bruyante de passionnés et de militants), dans l'entre-deux-guerres **l'opinion publique devint massivement colonialiste**: effets de deux générations de propagande ou réaction plus ou moins inconsciente au déclin du pays en Europe? En tout cas, les programmes d'Histoire furent modifiés en 1925 dans le sens, entre autres, d'une plus grande place donnée à l'épopée coloniale. Les Français étaient de plus en plus convaincus que la possession d'un Empire était un attribut indispensable des grandes puissances, un atout économique et militaire aussi; et bien sûr du caractère civilisateur du colonialisme. L'ancienne Ligue coloniale, désormais "maritime et coloniale", avait plus de sept cent mille adhérents vers 1930. La tache rose de l'Empire s'étalait toujours sur les murs des salles de classe. Ce fut l'apogée d'une certaine chanson coloniale, l'époque du *Fanion de la Légion*, de *Mon*

¹ En particulier celui des instituts Pasteur. Il faut évoquer aussi le fameux **docteur** Albert **Schweitzer** (1875-1965). Né en Alsace, il fut d'abord un important prédicateur et théologien protestant, directeur de l'institut théologique de Strasbourg à partir de 1903, et par ailleurs un organiste très doué et un musicologue apprécié (il éditait les *Préludes et fugues* de Bach). En 1911, donc à une date où il était encore allemand, il s'installa au Gabon, à Lambaréyé, où il se consacra à la médecine, dirigeant l'un des rares hôpitaux pour indigènes de la région (privé); il y demeura presque continuellement de 1924 à sa mort, ce qui ne l'empêcha pas de continuer à produire d'importants ouvrages théologiques, exégétiques et philosophiques. Il reçut le prix Nobel de la paix en 1953, et consacra sa notoriété à dénoncer le péril atomique. Une pièce de théâtre de Gilbert Cesbron, auteur catholique-social-nunuchelarmoyant très lu dans les années 1950 et 1960, contribua à sa célébrité grâce notamment à son titre-choc: *Il est minuit, docteur Schweitzer*. Elle met en scène Schweitzer, le père de Foucault et Lyautey, ces deux derniers sous des déguisements transparents, dans la nuit du premier août 1914.

² Ce fut en 1924 que l'enseignement de la langue vietnamienne passa officiellement à la graphie latine (le *quoc ngu*). L'Indochine était du reste la seule région de l'Empire colonial où l'enseignement se faisait en partie en langue locale, exclusivement dans le primaire, partiellement dans le secondaire où des "humanités extrême-orientales" remplaçaient le grec et le latin. Il y avait même une université pour les indigènes, fondée à Hanoï par Sarraut en 1917. En Tunisie et au Maroc, l'arabe et le berbère étaient étudiés, mais toutes les autres matières étaient enseignées en français.

³ N'exagérez quand même pas: certaines différences ethniques sont très anciennes, comme celle des Peuls en Afrique occidentale — ils se distinguent à la fois par la langue, les usages et le mode de vie (ce sont des pasteurs). Mais il est clair que dans certaines régions l'administration imposa des distinctions qu'on ne faisait guère jusque-là — avec la bénédiction des ethnologues, qui reprenaient tels quels son vocabulaire et les "frontières interethniques" qu'elle avait établies. Vous pouvez jeter un coup d'œil sur le petit livre très éclairant de Dominique Franche, *Rwanda, généalogie d'un génocide*, paru en 1997, tout en vous rappelant que le Rwanda n'a jamais été une colonie française (il fut allemand, puis belge). Faites attention à ceci aussi: ce n'est pas parce qu'une distinction ethnique (ou autre) est récente et "artificielle" à nos yeux qu'elle ne signifie rien pour les gens concernés!

légionnaire (l'un des grands succès de celle qu'on appelait alors "la môme Piaf", enregistré en 1936). Il y avait aussi un roman colonial, généralement porté sur un érotisme plus ou moins sublimé, bien représenté notamment au prix Goncourt — les romans de Pierre Mac Orlan (comme *La bandera*) demeurent à peu près lisibles avec de la bonne volonté; et tout un cinéma colonial: *L'Atlantide* de Pierre Benoît fut adapté dès 1921 avec un grand succès, et de nouveau en 1932; on se rappelle surtout de *Pépé le Moko*, avec Jean Gabin, sorti en 1936.

De grandes opérations publicitaires contribuaient à faire parler des colonies: Citroën organisa successivement une "croisière noire" d'Alger au Cap en 1925, puis une "croisière jaune" de Beyrouth à Pékin en 1931 — toutes les deux passaient par des colonies françaises. Les sommets de l'hystérie furent sans doute atteints au moment de l'**exposition coloniale** qui se tint au bois de Vincennes de mai à décembre 1931 sous le patronage de Lyautey, le grand héros colonial de cette génération¹, pour le centenaire (approximatif) de la conquête de l'Algérie, et où, entre autres choses, l'on reconstitua le temple d'Angkor Vat sur un demi-hectare, la mosquée de Djenné au Niger, des villages laotiens, africains, polynésiens et néo-calédoniens (avec leurs habitants)², etc... Il y eut huit millions de visiteurs, dont un million d'étrangers³.

La S.F.I.C. était très isolée dans son vigoureux **anticolonialisme** des années 1920, que j'ai évoqué au chapitre 11: le télégramme d'encouragement adressé de sa prison par Doriot à Abd-el-Krim en 1923 (voyez plus bas) fit scandale même à gauche... Les communistes de cette époque avaient également suscité une "Ligue de la Défense de la Race nègre", une organisation arabe de la même farine, et facilitèrent l'activisme des quelques communistes chinois et vietnamiens présents en métropole, dont le futur Hô Chi Minh. Après 1934, l'anticolonialisme des communistes se fit tout platonique, car les urgences étaient ailleurs — ce fut une grande déception pour les militants formés dans les colonies par les kominterniens français des années 1920: en 1937 le P.C.F. alla jusqu'à applaudir à l'interdiction de l'Étoile nord-africaine. La S.F.I.O., elle, prônait l'égalité par l'assimilation des indigènes, et ne protestait que contre les "excès" de la colonisation: elle considérait Abd-el-Krim comme un méprisable "chouan" musulman, un fanatique réactionnaire. La droite, la revanche une fois réalisée, avait complètement renoncé à son "anticolonialisme par nationalisme" d'avant 1914. Cependant il y eut une grande figure intellectuelle pour dénoncer les méfaits de la colonisation: Gide, dans *Retour du Congo*, paru en 1927⁴. Les surréalistes protestèrent contre l'exposition coloniale.

¹ Il fut "sanctifié" la même année par une biographie d'André Maurois. On insistait beaucoup sur son enracinement en Lorraine — la patrie de Jeanne, canonisée en 1920. (avait-elle colonisé Orléans?). L'homme était pourtant toujours aussi peu conformiste: il avait démissionné de son "proconsulat" au Maroc en 1925 (voyez plus bas); il n'était pas spécialement républicain et, contrairement à Pétain, le faisait savoir; on eut du mal à le faire tenir à sa place de fétiche national à la tête du comité d'organisation de l'Exposition, et l'on poussa un grand "ouf" quand elle se termina.

² Didier Dæninckx a consacré un récit attachant aux cent quinze malheureux pensionnaires du village canaque: *Cannibale* (paru en 1998). « Il fallait faire du feu dans des huttes mal conçues dont le toit laissait passer l'eau qui ne cessait de tomber. Nous devions creuser d'énormes troncs d'arbres, plus durs que la pierre, pour construire des pirogues, tandis que les femmes étaient obligées de danser le pilou-pilou à heures fixes. Au début, ils voulaient même qu'elles quittent la robe-mission et exhibent leur poitrine. Le reste du temps, malgré le froid, il fallait aller se baigner et nager dans une retenue d'eau en poussant des cris de bêtes. J'étais l'un des seuls à savoir déchiffrer quelques mots que le pasteur m'avait appris, mais je ne comprenais pas la signification du deuxième mot écrit sur la pancarte fichée au milieu de la pelouse, devant notre enclos: "hommes anthropophages de la Nouvelle-Calédonie" ». (N.B. Ce passage repose sur des données authentiques).

En échange du prêt de crocodiles par un zoo allemand (les nôtres n'avaient pas résisté à la gastronomie française), après l'exposition une trentaine d'indigènes, un par crocodile, furent exhibés dans toute l'Allemagne comme des singes. En revanche aux pavillons asiatiques les pousse-pousse ne furent pas autorisés, car tenus pour dégradants. La "robe-mission" était le vêtement long que la pudeur des missionnaires imposait aux femmes; tout renseignement sur le pilou-pilou vaudra un sucre d'orge à son découvreur. (N.B. L'habitude d'organiser des expositions de sauvages remontait, en France, à 1877, et, dans toute l'Europe, à la même décennie.

³ Une première exposition coloniale avait eu lieu à Paris en 1887, deux autres à Marseille en 1906 et 1922; mais elles n'avaient pas eu le retentissement de celle de 1931. Par ailleurs il y eut de grandes cérémonies en Algérie pour le Centenaire, en 1930, et toutes les expositions universelles avaient une section coloniale. Le zoo du bois de Vincennes, le premier de France, date de l'exposition de 1931, ainsi que le bâtiment qui abrite, porte Dorée, le musée des Arts africains et océaniques (à l'époque c'était le "musée colonial", et il présentait fort peu d'art "préhistorique"); outre les collections qui aujourd'hui sont somptueuses, on peut y voir des fresques colonialistes très intéressantes... et un bel aquarium!

⁴ Par ailleurs Gide a consacré pas mal de textes à l'Afrique du nord, où il se rendait régulièrement depuis les années 1890 et dont il aimait la sensualité — « ce qui reste de soleil sur les peaux brunes », comme il écrit magnifiquement dans *Si le grain ne meurt* (paru en 1926), l'ouvrage où il dévoila son homosexualité au grand public: l'épisode se place au Maroc. Voyez aussi *L'immoraliste*.

Pourtant, il y eut un certain nombre d'**alertes**, et ce dès l'immédiate après-guerre. On eut du mal à rapatrier les troupes coloniales; partout les administrateurs soulignaient que la guerre avait changé les indigènes et qu'il y avait "une crise de l'autorité". Au Dahomey (l'actuel Bénin), où il y avait un peu plus d'indigènes instruits qu'ailleurs en Afrique noire française, un ancien combattant des bataillons "sénégalais" fonda dès 1920 un journal indépendant, *La Voix du Dahomey*. La même année, un marin annamite qui avait participé aux émeutes de la mer Noire fonda le premier syndicat indochinois... et des désordres eurent lieu en Algérie, près de Sétif déjà; un petit-fils d'Abd el-Kader parvint à se faire élire au conseil municipal d'Alger et donna des maux de tête aux autorités, qui finirent par casser son élection en 1923 — pourtant il ne réclamait que l'assimilation. Pour ne rien arranger, la crise de reconversion de 1920-1921 toucha durement les régions où le salariat s'était implanté: il y eut des grèves, en Afrique du nord et de l'ouest notamment (en Algérie, des problèmes climatiques aidant, il y eut une famine à l'hiver 1920-1921). Rares furent les cas où les travailleurs indigènes et européens s'unirent dans la lutte, le plus souvent les barrières raciales étaient les plus fortes: dans les colonies le seul fait d'être né en métropole était un privilège, en particulier pour ce qui concernait le salaire. Chez les Pieds-noirs d'Algérie, tandis que la majorité stigmatisait un complot arabo-bolchevik, même les communistes dénonçaient le danger d'une insurrection indigène¹...

Dans les années 1920 et 1930, ce n'était plus tout à fait la même chape de plomb qu'avant-guerre. Certes les États-Unis étaient en plein repli; on ne pouvait compter, comme plus tard après 1945, sur leur anticolonialisme viscéral. Mais il y avait la **S.D.N.**, où siégeaient des pays non européens comme l'Éthiopie et le Siam, et qui veillait sur les "mandats" qu'elle avait confiés aux puissances coloniales après la première guerre mondiale, en théorie pour les mener à l'indépendance (pour la France c'étaient le Togo, le Cameroun, la Syrie et le Liban). Il y avait surtout l'**U.R.S.S.** et le Komintern, qui menait une politique de formation de cadres anticolonialistes — le plus important, dans l'espace colonial français, fut le Vietnamien **Hô Chi Minh**². Mais dans les années 1930 l'U.R.S.S. eut d'autres chats à fouetter... N'oubliez pas non plus le rayonnement de Mustafa **Kemal**, le grand héros des nationalistes maghrébins de l'époque³ (il exista des "Jeunes-Marocains", des "Jeunes-Algériens" et des "Jeunes-Tunisiens"); ni le Mahatma **Gandhi**⁴, dont l'action avait un grand retentissement.

¹ Le parti communiste algérien (P.C.A., autonome par rapport au P.C.F.) était un parti multiracial; les (rares) musulmans qui y adhéraient privilégiaient évidemment le combat de classe par rapport au combat national.

² Hô Chi Minh (vers 1890-1969) s'appelait de son nom de naissance Nguyễn Sinh Cung, de son nom d'adulte Nguyễn Tất Thành, il est connu aussi sous le nom de Nguyễn Ai Quốc (Nguyen le Patriote) qu'il portait dans les années 1920 et 1930; Hô Chi Minh, nom adopté vers 1942, veut dire "volonté éclairée" mais les deux derniers éléments veulent aussi dire "oncle" — il eut au moins une douzaine d'autres noms de guerre. Il était né près de Hué (en Annam) dans une famille de mandarins déclassés; il s'embarqua comme cuisinier sur un navire français en 1911, voyagea énormément, fut cuisinier et jardinier en France et en Grande-Bretagne, s'installa définitivement à Paris en 1917, adhéra à la S.F.I.O. puis à la S.F.I.C. tout en rédigeant, dès novembre 1918, un premier memorandum sur les "droits du peuple annamite", que l'*Humanité* reprit. De 1920 à 1923 il milita en France, notamment dans les milieux immigrés asiatiques; il participa au Ve congrès du Komintern à Petrograd en 1923, fut élu au Comité central (avec Doriot!). En 1924 il gagna la Chine, où il travailla entre autres comme interprète de Borodine (voyez le cours sur la Chine, au chapitre 1); ce fut en Chine qu'il fonda les premiers groupuscules communistes vietnamiens. En 1927, il fut la répression du Guomindang et se réfugia en U.R.S.S.; il revint en Asie du sud en 1929, ce fut à Hong-Kong qu'il fonda le P.C.I. en 1930 (voyez plus bas dans le présent chapitre). Dans les années 1930 il voyagea énormément dans toute l'Asie pour le compte du Komintern, qui était loin de ne lui confier que des missions concernant son pays natal. Il rentra en Annam en février 1941 après trente ans d'absence; l'Indochine était alors sous occupation japonaise.

³ Voyez le cours de Relations internationales, à la fiche R1.

⁴ Mohandas Karamchand Gandhi (1869-1948), surnommé "la grande âme" (Mahatma), naquit dans le Gudjerat, dans une caste de marchands; son père travaillait dans l'administration d'une principauté locale, dont il fut Premier ministre. Il partit en Angleterre pour faire des études juridiques, devint avocat; en 1893, il décida d'aller exercer ce métier en Afrique du sud, où les Indiens émigraient nombreux à cette époque. Il y demeura jusqu'en 1914: ce fut là, dans une société hautement bigarrée mais en plein durcissement raciste (même si l'officialisation de la doctrine de l'*apartheid* ne date que de 1948), qu'il forma à la fois sa doctrine politico-religieuse et morale, laquelle devait autant aux textes sacrés hindouistes qu'à Tolstoï et à certains socialistes anglo-saxons; et qu'il inventa un mode d'action inédit, la non-violence (« tels les moyens, telle la fin » — cette formulation date de 1924 et constitue une critique explicite du bolchevisme). Il lutta contre des projets de loi discriminatoires; au passage, en 1894, il fonda le Congrès indien du Natal (une province de l'Afrique du sud).

En 1916 il regagna l'Inde et prit la tête de la lutte pour l'indépendance: il imposa (difficilement et jamais complètement) ses méthodes: le jeûne, la grève, la désobéissance civile plutôt que l'agitation, le complot et la violence. Il essayait aussi de poser les bases d'une économie autonome par rapport aux structures d'exploitation coloniales, en revenant à l'artisanat et à l'agriculture (ce qui l'a fait accuser de passivisme) et luttait contre les aspects selon lui négatifs de la société indienne, notamment la discrimination envers les femmes et les intouchables. Ce fut la guerre qui amena le Royaume-Uni à composer avec lui et avec ses partisans, qui ne le menaçaient pas réellement avant 1939. Il fut assassiné par un hindouiste fanatique en janvier 1948, juste après qu'à son grand désespoir l'Inde

Sous ces influences et celles venues de métropole par le biais des indigènes les plus éduqués ou de ceux qui avaient voyagé, **les contestations et les révoltes changèrent rapidement de nature et de message**: c'est un point essentiel sur lequel je voudrais insister.

La **révolte des druzes** qui dura de 1923 à 1925 en Syrie et au Liban¹, la révolte du Kongo-Warra¹ en A.E.F. en 1928-1932 étaient encore très comparables à celles qui avaient eu lieu durant ou juste après la prise de contrôle de

dont il rêvait, à peine indépendante (en août 1947), eût éclaté en un Hindoustan, que nous appelons maintenant l'Inde, et un Pakistan musulman.

¹ **Note sur la Syrie et le Liban dans l'entre-deux guerres** (d'après un texte de Thomas Richard, Hk-Kh 1996-1999): des partis nationalistes se structurèrent assez vite en Syrie; c'étaient essentiellement des syndicats de notables urbains, mais au besoin ils pouvaient mobiliser d'importantes clientèles. Au Liban, très vite apparut un conflit entre deux grandes figures maronites: Emile Eddé et Béchara el-Khoury. Il s'agissait de luttes entre deux clans, mais aussi entre deux projets, Eddé était favorable à un rapprochement avec la France, à des liens forts, et el-Khoury penchait pour un Liban ouvert sur les autres pays arabes, sans nier son identité particulière. Autre difficulté, l'opposition des musulmans qui souhaitaient être réunis à la Syrie. Leur adhésion se fit peu à peu, durant le temps du mandat, et sûre en 1943 avec le Pacte national. Elle vint du fait que les musulmans du Liban pouvaient avoir un sentiment d'identité de "côtiers", et que dans une grande Syrie, ils auraient été systématiquement relégués aux seconds rôles, derrière les politiciens de Damas et des autres villes; et aussi de l'adhésion progressive au principe du confessionnalisme, qui permettait une représentation de chaque communauté, et non, comme tendaient à le faire les Français, à faire deux blocs, l'un chrétien, l'autre musulman.

En 1925, le général Sarrail fut nommé haut-commissaire: choix malheureux car c'était un anticlérical fanatique, qui tendait à voir partout la main noire des Jésuites. Il se mit tout le monde à dos, y compris les chrétiens maronites du Liban, les plus favorables à la France (voyez le cours de Relations internationales, à la fiche A3). Mais ce fut du djebel druze syrien que partit l'étincelle: les militaires, pour "moderniser" la région, recouraient au travail forcé, et prétendaient briser la féodalité locale. La révolte s'étendit rapidement, avec l'appui des nationalistes des villes; Damas se souleva, les Français firent bombarder la ville. Seul le Liban restait calme. Finalement, en deux campagnes, le général Gamelin réussit à ramener le calme, grâce à des moyens impressionnants: chars, automitrailleuses, avions... (les druzes n'avaient pour l'essentiel que des fusils et des chevaux). L'insécurité régna quand même jusqu'au début 1927, date à laquelle les dernières bandes furent détruites. Les chefs de la révolte passèrent en Transjordanie sous mandat britannique, puis en Arabie saoudite indépendante.

Passées ces quelques péripéties, il était devenu net pour les Français qu'il leur fallait faire quelques concessions, et négociier: ce fut le travail de Henri de Jouvenel, sénateur, apprécié de la S.D.N. (par ailleurs ex-mari de Colette, personne n'est parfait). Il donna l'autorisation aux Libanais de rédiger eux-mêmes leur constitution, promulguée début 1927: c'était un décalque de la constitution française de la IIIe République, sans la partique parlementaire. Elle fut adaptée aux conditions particulières du Levant, à commencer par le confessionnalisme: elle assurait une représentation proportionnelle à chaque communauté (je simplifie beaucoup, ne serait-ce que parce que certaines communautés étaient regroupées sous la rubrique "minoritaires"). Le Liban eut son Président (nommé par les Français), un grec-orthodoxe (c'était la communauté la plus instruite du pays, mais point trop nombreuse). En Syrie en revanche, les négociations échouèrent; une Constituante rédigea une constitution qui ne mentionnait pas le mandat, elle fut dissoute et l'occupant promulgua sa propre constitution. Les Français ne purent jamais récupérer la confiance des nationalistes, et les gouvernants locaux, quoique se proclamant nationalistes, eurent une position très faible. Les nationalistes, regroupés dans le "Bloc national", restaient dans l'opposition, et saisissaient les prétextes qui leur étaient offerts pour organiser périodiquement des manifestations, avec défilés, slogans, jets de pierres, fermeture des souks... Au total, les deux mandats français passèrent plus de temps sous divers régimes d'exception que sous un régime institutionnel normal.

Dans les années 1930 la situation en Syrie recommença à se dégrader: les Syriens réclamaient un traité sur le modèle de celui que les Britanniques avaient conclu avec l'Irak, et qui lui permettait d'accéder, par étapes, à l'indépendance. L'Égypte aussi était sur la voie de l'indépendance... Mais la France n'avait pas la tradition du *home rule*, c'est-à-dire de l'administration indirecte. En 1936, on passa à deux doigts de la signature d'un tel traité, mais l'affaire échoua parce que la même année les nationalistes remportèrent les élections, ce que la France du Front populaire ne put accepter. Les jeunes nationalistes d'alors étaient très influencés par le fascisme: l'Italie était très dynamique dans sa propagande en direction des Arabes, et le nationalisme intégral de Mussolini avait de quoi séduire les plus exaltés. On assista ainsi à une floraison de chemises de diverses couleurs au Proche-Orient: Chemises blanches au Liban, Chemises de Fer en Syrie... Un exemple assez parlant est celui des Phalanges libanaises (Kataeb en arabe) de Pierre Gemayel, parti fondé comme un parti national libanais en 1936, au retour d'un voyage à Berlin... Parti paramilitaire, on s'en doute, qui devint rapidement l'émanation des chrétiens du Liban, et plus précisément de la famille Gemayel. Ce parti a depuis prospéré et pris une grande part à la guerre civile de 1975-1989. À l'occasion, on retrouve encore des traces de cette empreinte fasciste chez les nationalistes arabes. Attention, à ne pas exagérer: les nazis avaient une presse exécrationnelle chez les plus âgés, et tous ceux qui avaient compris que l'antisémitisme les concernait eux aussi, et que ce n'était pas simple antijudaïsme.

ces territoires. C'étaient les vaincus de la conquête, encore toute récente en Syrie (1920), qui ne l'avaient pas acceptée et qui tentaient d'en revenir à l'ordre antérieur (que la France était fière d'avoir brisé), au nom essentiellement de principes religieux (que la République ne reconnaissait pas pour légitimes en politique). Ces révoltés-là n'avaient aucune chance car ils n'avaient ni moyens matériels ni militaires (cela, les anticolonialistes ne l'eurent jamais), ni légitimité auprès de l'opinion publique (métropolitaine évidemment, la seule qui comptât)

Par la suite, dans les deux premières régions citées, et dans d'autres régions de l'Empire (notamment en Indochine), une vigoureuse opposition politique prit le relais de la révolte armée, mais avec une idéologie très différente. À vrai dire, ce n'étaient plus les mêmes personnes qui s'agitaient, que l'on entendait: ce n'étaient plus des ruraux organisés selon les cadres tribaux précoloniaux, des sauvages, des féodaux aux titres improbables, des marabouts, des mandarins, des féticheurs, des batékés makokos; c'étaient des urbains, des instruits, des hommes occidentalisés, souvent éduqués en Occident (ou alors au sein du Komintern comme Hô Chi Minh, ce qui revenait au même pour ce qui m'intéresse ici): c'étaient les produits mêmes de l'école républicaine, les résultats du processus de "civilisation" impulsé par le colonisateur. Ils s'exprimaient dans le langage du nationalisme et du socialisme, un langage importé d'Europe, "moderne" et donc plus susceptible d'être entendu en métropole ou à la S.D.N. (puis, après 1945, aux États-Unis et en U.R.S.S.); ils avaient des partis, des comités centraux, des syndicats. De ce fait **leur protestation étaient nettement plus audible** à des oreilles européennes **que celles des révoltés d'avant 1930**².

Cela avait une conséquence importante pour l'avenir des colonies: l'Indochine, le Maroc ou la Syrie dont ils rêvaient n'avaient plus grand-chose à voir avec ceux d'avant la colonisation — entre autres choses, la nouvelle génération de nationalistes acceptait en gros les frontières tracées par le colonisateur entre les différents territoires coloniaux³, et aussi largement les distinctions ethniques introduites par le colonisateur. Comme je l'ai noté en conclusion du chapitre 10, les modifications introduites par la colonisation étaient irrémédiables⁴.

Au Maroc, **la révolte d'Abd-el-Krim**, qui éclata en 1921 (et que l'on appelle parfois la "guerre du Rif")⁵, était à la charnière de l'ancien et du nouveau: Abd el-Krim (1882-1963) proclama une République et s'attira l'appui des communistes, mais s'enferma dans une révolte armée sans issue face à la puissance de l'armée française; il

¹ Elle éclata en Oubangui-Chari dans l'ethnie Baya; le Kongo-Warra était le bâton de commandement censé donner l'invincibilité aux révoltés. Ce type de dénomination montre que les médias français ne retenaient de ces révoltes de "sauvages" que leurs aspects les plus folkloriques.

² Encore que bien entendu on puisse toujours souligner l'imprégnation du moderne par l'ancien: ainsi le marxisme-léninisme de Hô Chi Minh a toujours eu de forts relents de confucianisme. Inversement, des modes d'organisation et d'action d'apparence traditionnelle peuvent cacher des révoltes modernes, selon une logique de "courverture": ainsi entre 1930 et 1950 en Afrique centrale britannique et française il y eut un renouveau des confréries d'hommes-léopards, mais elles ne servaient plus du tout à l'initiation des adolescents (ou c'était un alibi): elles ressemblaient beaucoup plus aux réseaux de Résistance de l'Europe occupée entre 1940 et 1945.

³ En Afrique notamment, où dès les années 1920 on vit apparaître des mouvements de type "jeune-Gabon" ou "Cameroun libre". Dans le monde arabe, les choses se compliquèrent du fait de la force du panarabisme, mais par exemple les nationalistes algériens ont toujours inscrit leur action en priorité dans le cadre de ce que les Français appelaient "l'Algérie", une création pourtant cent pour cent française. Sur l'Asie française, voyez au paragraphe suivant.

⁴ Ce ne fut qu'à la fin des années 1970, en Iran, qu'apparut un mouvement de contestation de l'ordre colonial (ou plutôt néocolonial en l'occurrence, puisque l'Iran, semi-protectorat britannique puis américain, n'avait jamais été formellement colonisé) qui fut perçu en Occident comme ne s'inspirant pas des valeurs politiques occidentales; c'est ce qui fait que la Révolution islamique iranienne de 1979 n'eut pas du tout la légitimité des autres révolutions du tiers-monde dans l'opinion "progressiste" occidentale, alors même qu'à l'évidence elle a compté, et compte toujours, avec l'adhésion de l'immense majorité de la population iranienne.

Cela dit, l'islamisme qui a pris le pouvoir en Iran est en réalité un mouvement imprégné d'influences occidentales, notamment celles des nationalismes populistes des années 1920 et 1930 (Mussolini surtout) — voyez le cours de Relations internationales, à la fiche R1. L'Iran est aujourd'hui une République; on y vote, hommes et femmes... Ce n'est qu'au début des années 1990 qu'est apparu, en Algérie, au Soudan et en Afghanistan, un islamisme franchement réactionnaire en politique ("néo-fondamentaliste" dans le vocabulaire d'Olivier Roy, le grand spécialiste de la question), qui rejette la République et le suffrage au profit de la monarchie prémoderne (les talibans afghans ont proclamé un "émirat", qui n'avait d'ailleurs pas de titulaire, et des chefs de maquis en Algérie se sont même proclamés "califes") et du principe coranique de la *choura*, c'est-à-dire du consensus des chefs de famille (ou de tribu) assemblés..

⁵ Elle se produisit dans la partie du Maroc concédée à l'Espagne (les troupes espagnoles furent étrillées à Anoual en juillet 1921); la France ne s'engagea pleinement qu'en 1924, après deux ans d'hésitations et de négociations avortées; en août 1925, Lyautey, mécontent de la répression et incapable de proposer une alternative, démissionna et fut remplacé par Pétain à la tête des troupes chargées de la répression. La révolte ne fut écrasée qu'en mai 1926, il fallut envoyer plus de cent mille hommes au Maroc (quatre cents mille avec les troupes espagnoles!). Plus au sud, il fallut attendre 1935 pour la "pacification" totale du pays.

s'appuyait essentiellement sur l'ancienne féodalité précoloniale, point encore liquidée (la conquête datait de moins de dix ans!). En Indochine l'effervescence s'exprima très vite en bonne partie en termes modernes: un Parti national vietnamien, copie locale du Guomindang, apparut en 1925; Hô Chi Minh fonda un **Parti communiste indochinois**¹ en février 1930, mais il resta longtemps fantomatique². Il y eut des grèves importantes vers 1930, une révolte de tirailleurs indigènes (à Yen Bay) la même année, et de l'agitation dans les campagnes, même quelques éphémères "soviets paysans". Les choses se calmèrent après 1932, mais l'agitation reprit en 1937-1938, avec la crise³. En Algérie, ou plus exactement dans les milieux algériens immigrés en France, apparut en 1926 l'**"Étoile nord-africaine"** de Ahmed **Messali Hadj** (1898-1974), au départ l'un des innombrables sous-marins des communistes, mais qui prit ses distances dès 1928; en 1929, elle réclamait déjà l'"indépendance totale" de l'Algérie⁴. En 1938, un ancien pharmacien assimilationniste, **Ferhat Abbas** (1899-1985), fonda un "parti populaire indigène algérien". En Tunisie le leader des Jeunes-Tunisiens, Habib **Bourguiba** (1904-2000), libéré l'année précédente par le Front populaire, fonda en 1937 le très kémaliste **néo-Destour**; au Maroc il apparut en 1930 un parti jeune-marocain, qui se réclamait du Sultan (lequel ne le condamnait pas); mais il fut désorganisé par la répression à la fin de la décennie. L'anticolonialisme maghrébin n'avait rien d'islamiste... Les premiers mouvements africains (minuscules et en état permanent de scission/reconfédération), très inspirés par Marcus Garvey et par les autres activistes noirs américains⁵, se limitèrent à l'Europe et n'atteignirent guère les rives du golfe de Guinée, ni Madagascar où pourtant les anciens du V.V.S. étaient toujours là, même si leur activisme s'était fait plus discret.

En Afrique noire proprement dite, l'expression la plus notable du mécontentement fut le rapide progrès de l'**islamisation**, en particulier par le biais des confréries, mais leur idéologie était apolitique, elles prêchaient la soumission aux pouvoirs. De même dans les trois *ky* il apparut un syncrétisme religieux, le **caodaïsme**, qui se réclamait de Bouddha, de Lao-Tseu, de Jésus, de Mahomet et de Victor Hugo⁶: en 1931 il avait un demi-million d'adeptes. En Algérie il y eut un renouveau des écoles religieuses: l'Association des **Oulémas**, les docteurs de la Loi musulmane, assurait sur place une bonne part de l'expression du mécontentement, même si elle le faisait en termes non politiques: son projet était de restaurer la pureté de la religion en luttant contre les effets de la colonisation mais aussi contre des maux plus anciens comme le culte des marabouts (les "saints" musulmans⁷). Bref, les éléments "anciens" et "modernes" de la contestation de l'ordre colonial coexistaient encore un peu partout.

Enfin ce fut à l'extrême fin de l'entre-deux guerres qu'apparurent les premiers **intellectuels** indigènes de la génération nationaliste, c'est-à-dire ceux qui s'exprimaient dans un langage esthétique européen (et en français la plupart du temps) et introduisaient dans leurs œuvres les thèmes "modernes" de l'émancipation et de l'union

¹ Indochinois et pas vietnamien: non seulement il refusait la division de l'ancien Annam en trois *ky*, mais il travaillait dans le cadre de toute l'Indochine française, que du reste la France avait elle aussi tendance à traiter comme "un État" (composé de cinq "pays"). Il faut y lire en sourdine la prétention des Vietnamiens à assurer le "leadership" de toute la région: leur mépris pour le Laos rural, et pour le Cambodge en voie de disparition, était (et demeure) immense; s'ils l'eussent pu, ils eussent volontiers traité les Khmers et les quelque quatre-vingt ethnies laotiennes sur le même plan que les "minorités nationales" des trois *ky*. Tout ceci déboucha sur de graves tensions dans les années 1970; ce fut l'une des raisons, notamment, du durcissement nationaliste et raciste de cette faction cambodgienne du P.C.I. qui dans les années 1960 fit sécession pour former ce que nous appelons "les Khmers rouges" (voyez le cours du la Chine, au chapitre 2).

² Il tint son premier congrès en 1935... à Moscou! L'extrême faiblesse sur place du P.C.I. n'empêchait pas une imprégnation progressive d'une partie des élites indigènes, et même des ouvriers et des paysans, par un marxisme-léninisme très particulier, importé de Chine autant que de métropole, et essentiellement nationaliste. Les nationalistes vietnamiens, en particulier ceux des soi-disant "soviets ruraux" de 1931-1932 que j'évoque deux lignes plus bas (une dénomination due aux Français évidemment), ne se tenaient d'ailleurs peut-être pas pour communistes avant que l'appareil répressif, persuadé (avec toute la classe politique métropolitaine) qu'il avait affaire à des bolcheviks, ne les en informât et ne finît par les en convaincre à coups de matraque. Lorsque le P.C.I. refit surface en 1941, naturellement ils rejoignirent ses rangs.

³ Ce fut à la fin de cette période d'agitation que les Français changèrent de roi d'Annam et mirent sur le trône Bao Daï, que nous retrouverons lors de la guerre d'indépendance.

⁴ Elle fut interdite au sud de la Méditerranée la même année; relégalisée en 1935, elle soutint le Front populaire mais s'opposa aux accords Blum-Violette — et fut de nouveau interdite en 1937.

⁵ Voyez le cours sur les États-Unis, au chapitre 2.

⁶ Hugo n'est pas le seul grand écrivain à avoir été traité comme un prophète; en Russie dans les années 1900-1920 il y eut tout un mouvement "tolstoïen", parfois à l'extrême limite de la secte, auquel j'ai fait allusion à propos de Gandhi.

⁷ Il y a en islam une tension permanente entre le monothéisme radical prôné par Mahomet, et qui se traduit notamment par le refus de tout culte autre que celui de la Divinité (culte des morts, des marabouts; culte des images et autres représentations du divin; divinisation des monarques); et les usages traditionnels de populations qui ont connu d'autres religions avant l'islam, et qui souvent expriment le besoin de formes de culte moins abstraites.

nécessaire de tous les gens de couleur¹. Ce fut en 1939 que le Martiniquais **Aimé Césaire** (né en 1913) publia son *Cahier d'un retour au pays natal*; la même année, il inventa le néologisme "négritude". La même année encore, le Sénégalais **Léopold Sédar Senghor** (1906-2001) publia ses premiers textes sur *Ce que l'homme noir apporte*².

B) La seconde guerre mondiale et ses suites (1940-1947).

Ce fut l'ère des espoirs déçus et des promesses non tenues. L'Empire colonial contribua décisivement à l'épopée de la France libre; en échange de quoi de Gaulle lui promit des relations rééquilibrées avec la métropole. Mais avec la IV^e République, rien de très fondamental ne changea; surtout, après le conflit, la répression redoubla.

Le régime de **Vichy** rêva beaucoup d'un "repli impérial" destiné à compenser les pertes en Europe, en rognant sur l'Empire colonial britannique; j'ai évoqué ces rêves "eurafricains" au chapitre 13, à propos notamment de Darlan. Ce genre d'idées s'était déjà manifesté après Munich: pour une partie de la droite, regarder vers la mer était le seul moyen de brandir le drapeau sans avoir l'air de se ranger aux côtés de Staline pour faire la guerre à Hitler. Le problème, c'était que l'Allemagne voulait récupérer ses anciennes colonies (bien plus peut-être: le discours nazi insistait sur "l'incapacité biologique de la France à maintenir longtemps son Empire colonial") et que l'Italie et le Japon lorgnaient sur des morceaux d'Empire colonial français; il fallait louvoyer entre la nécessité de contrer les anglo-gaullistes et celle de réduire au maximum la présence militaire allemande dans les colonies... De toute façon, Vichy perdit très vite le contrôle de l'Empire, et ses projets coloniaux restèrent dans les tiroirs.

Le cas de **l'Indochine** fut très particulier. Dès le mois de juillet 1940, le Japon multiplia les pressions — il était frontalier de ces régions puisque depuis 1937 il occupait toute la Chine côtière. En septembre, les Japonais envahirent l'Indochine par Lang Son et Haïphong; deux mois plus tard, la Thaïlande s'emparait des trois provinces cambodgiennes que le Siam avait perdues en 1907. Dans le reste de l'Indochine les Japonais laissèrent les institutions coloniales fonctionner plus ou moins régulièrement; le résident général, l'amiral Decoux, tenta de lutter contre leur propagande et leurs empiètements. Confronté à une situation difficile et sans contacts avec Paris, il fut contraint d'innover, traitant les souverains locaux avec plus de respect (ce fut lui qui installa Norodom Sihanouk, né en 1922, sur le trône du Cambodge en 1941: un choix excellent), ouvrant l'administration aux indigènes, libéralisant l'enseignement de l'Histoire; il n'appliqua pas, ou peu, les directives de la Révolution nationale; mais évidemment les circonstances lui interdirent de se rallier à de Gaulle, si tant est qu'il l'eût souhaité. Il y eut extrêmement peu de collaboration volontaire avec le Japon de la part des colons; en revanche la population indigène, qui pourtant souffrait de l'occupation (la soldatesque nipponne était aussi brutale en ces régions qu'ailleurs), savourait l'humiliation des Blancs.

De Gaulle ne lança pas son appel d'Alger mais de Londres: durant la débâcle il y avait eu des velléités de transporter le gouvernement en Afrique du nord, mais l'arrivée de Pétain à la présidence du Conseil y mit fin; Alger, bien entendu, demeura dans la légalité, c'est-à-dire qu'elle obéit à Pétain. Cependant l'appel du 18 juin insistait sur l'importance de l'Empire pour la victoire — et très vite on s'aperçut que ce n'était pas tout à fait qu'un slogan. Dès juillet 1940, le condominium des Nouvelles-Hébrides se rallia à la France libre: il était sous souveraineté conjointe avec les Britanniques. Fin août, de Gaulle parvint à faire passer presque toute l'Afrique équatoriale française à la dissidence: le premier à se rallier à la France libre fut le Guyanais **Félix Éboué**³, gouverneur général du Tchad; puis, en deux jours, le reste de l'A.E.F. suivit, sauf le Gabon qui ne rejoignit le camp gaulliste qu'en novembre. Mais une tentative pour prolonger ces "trois Glorieuses" en A.O.F. se solda par un échec. Des forces anglo-gaullistes s'embarquèrent pour Dakar; mais grâce à des navires expédiés de Toulon avec l'accord de l'Allemagne et de l'Italie, le gouverneur général repoussa l'attaque gaulliste, fin septembre. En revanche les comptoirs de l'Inde se rallièrent en septembre, ainsi que la Polynésie française et la Nouvelle-Calédonie — à vrai dire ils n'avaient guère le choix: les océans Indien et Pacifique étaient deux lacs anglo-saxons. La même remarque vaut pour Saint-Pierre-et-Miquelon, que d'ailleurs les États-Unis faillirent placer sous leur protectorat à la fin 1941 (en dernière minute de Gaulle envoya l'amiral Muselier en prendre possession et organiser un référendum)⁴.

La suite fut nettement moins brillante: ce furent les Britanniques qui libérèrent la Syrie et le Liban (en juin 1941 — ils intervinrent dans cette région à la suite d'un coup d'État pro-allemand en Irak, pays théoriquement indépendant depuis 1932), puis les Anglo-Saxons qui libérèrent l'Afrique du nord (en novembre 1942) — à la suite

¹ En 1921, un auteur antillais avait obtenu le Goncourt, mais c'était pour un ouvrage idéologiquement très conformiste. Je ne sais pas très bien où classer *Noces*, d'Albert Camus, paru en 1936: Camus était pied-noir.

² Senghor était alors professeur dans un lycée de métropole. Il avait fait une khâgne à Louis le Grand, puis passé l'agrégation de grammaire en 1936 — il fut le premier Africain agrégé.

³ Éboué (1884-1944) était le fils d'un chercheur d'or. Grâce à des bourses, il avait fait des études de droit et l'École coloniale. Il était de longue date un spécialiste de l'A.E.F. où il avait servi vingt ans depuis 1908; il militait à la S.F.I.O. Il mourut peu après la conférence de Brazzaville; il fut le premier Noir à entrer au Panthéon, en 1964.

⁴ Assez curieusement, les Antilles françaises restèrent aux mains de l'administration vichyste jusqu'à la fin de la guerre, en plein "lac américain" caraïbe. Avait-on si peur encore d'une révolte des Noirs?

de quoi l'A.O.F. se rallia sans combats. Dans les deux cas la France libre joua les utilités; cependant sa participation aux combats fut essentielle au niveau de la propagande. Dès juin 1941, il fallut promettre l'indépendance aux Syriens et aux Libanais pour la fin de la guerre: c'était pour couper l'herbe sous les pieds d'un nationalisme arabe très pro-allemand¹ — on était à deux pas de la Palestine où le grand mufti de Jérusalem, par antisémitisme et par antisémitisme, avait pris fait et cause pour Hitler.

Dans l'ensemble, hors du Moyen-Orient les milieux nationalistes ne parvinrent pas à mobiliser contre la France durant la guerre; il n'y eut qu'une petite insurrection en Cochinchine au moment de l'arrivée des Japonais, et un peu de propagande pro-hitlérienne au Maghreb, notamment en Tunisie où le Néo-Destour était très pro-allemand. En revanche la France libre parvint à engager de nombreux colonisés: deux cent vingt-trois mille nord-Africains (Pieds-Noirs et musulmans), cent treize mille Africains, Antillais et Malgaches.

La France libre se devait d'élaborer une politique coloniale crédible — d'autant plus de des projets d'internationalisation des colonies européennes fleurissaient aux États-Unis. Jusqu'en 1943 ce fut largement l'œuvre d'Éboué, nommé gouverneur de l'A.E.F. par de Gaulle. Il s'agissait largement de reconnaître la légitimité des structures politiques locales; de manière générale, les communautés indigènes devaient pouvoir s'occuper de leurs propres affaires. Quant à de Gaulle, dès mars 1943 il annonçait aux populations de l'Empire « l'union des Français sans distinction de race et de religion » et la réorganisation de l'Empire « sur des bases plus larges et plus justes ». Tout ceci aboutit à la **conférence de Brazzaville** (la capitale de l'A.E.F., en hommage à son engagement précoce), qui se tint en janvier-février 1944 — Éboué, déjà très malade, n'y eut aucun rôle. Le programme exposé à Brazzaville par le C.F.L.N. tenait en deux formules: « élever les Africains à la responsabilité la plus complète dans le cadre et par le progrès de leurs coutumes et de leurs institutions propres »; et « la personnalité des pays français d'outre-mer doit s'affirmer à l'intérieur d'une fédération où métropole et possessions seraient associées sur un pied d'égalité ». Mais l'autonomie des colonies n'était qu'un objectif à long terme. Il était question de créer une Conférence fédérale à pouvoir délibératif: bref, un système inspiré du *Commonwealth* britannique, qui datait de 1931 — on rêvait même d'y associer la Syrie et le Liban, déjà indépendants. La conférence rejeta le travail forcé, l'"exclusif" même sous la forme déguisée du protectionnisme; elle promit des réformes dans les domaines de l'enseignement, la modernisation de l'économie, etc.

Tout ceci ne changeait pas grand-chose dans l'immédiat. Pourtant, quand arriva l'**après-guerre**, la situation avait radicalement changé. Plus que la première encore, la seconde guerre mondiale avait fait évoluer les mentalités des colonisés: ceux qui avaient combattu pour la France pour la deuxième fois en vingt ans; ceux sur le territoire de qui l'on s'était battus (comme au Maghreb ou au Levant) et qui avaient constaté *de visu* que l'homme blanc n'est point invincible, surtout quand il s'entre-étripe; ceux qui avaient été en contact avec l'anticolonialisme américain (au Maghreb surtout); ceux qui avaient connu l'occupation étrangère (en Indochine); ceux que le gaullisme avait placé au cœur de sa geste (l'A.E.F.); et bien d'autres. La France était affaiblie; les deux superpuissances affichaient un discours anticolonialiste², l'O.N.U. aussi; l'Empire britannique craquait en Inde et au Moyen-Orient, celui des Pays-Bas en Insulinde était en pleine débâcle. Et c'était juste à ce moment-là que le gaullisme triomphant de la Libération donnait à l'Empire une place qu'il n'avait jamais eu jusque-là dans l'idéologie républicaine, ce fut à ce moment aussi, en partie sous l'influence de la geste de la France libre, que le colonialisme de l'opinion atteignit son apogée... Quant à la Résistance, très "jacobine-républicaine", elle se contentait, au mieux, de prôner l'égalité des droits pour les Français de métropole et ceux d'outre-mer. Jamais les Français n'avaient été aussi fiers de leur Empire: le nombre de candidats à l'École coloniale explosait; le P.C.F. se répandait en proclamations colonialistes. Pourtant il allait falloir se décider à l'abandonner, cet Empire: on comprend que ce ne fut pas facile.

Pourtant les signaux d'alarme se multipliaient. Au Levant, où nous avons vu qu'il avait fallu promettre l'indépendance (et même l'accorder en novembre 1943), la France essaya d'imposer aux nouveaux États des "liens d'amitié" du style de ceux que dans l'entre-deux-guerres la Grande-Bretagne avait imposés à l'Égypte et à l'Irak "indépendants", mais n'y parvint pas et dut retirer ses dernières troupes en mars 1946, après une série d'incidents armés qui faillirent déboucher sur une guerre coloniale du style de celle qui se dessinait alors en Indochine. Dans les trois *ky* en effet la situation se dégradait à vue d'œil: je la traiterai dans la troisième partie. En Algérie³, le jour même de la capitulation de l'Allemagne, le **8 mai 1945**⁴, de graves troubles éclatèrent dans le Constantinois autour de la ville de **Sétif** (vingt et un à cent trois Européens, selon les sources, furent massacrés); ils furent réprimés avec une

¹ Et furieux, en Syrie, de la cession d'Alexandrette à la Turquie en 1939 (voyez la note plus haut).

² Pour des raisons différentes évidemment: l'Amérique, par tradition (c'est une ancienne colonie) et parce que son impérialisme à elle, de nature économique et culturelle, s'accommode mieux d'une multiplicité d'États petits et faibles que de la persistance de chasses gardées des puissances européennes; l'U.R.S.S., par hostilité à l'impérialisme assimilé à une forme de domination capitaliste, et parce qu'elle espérait, en aidant les colonisés à conquérir leur indépendance, en faire des alliés et y répandre le socialisme.

³ Où Ferhat Abbas s'était nettement radicalisé, publiant en février 1943 un *Manifeste du peuple algérien* qui demandait l'établissement de liens fédéraux avec la France.

⁴ Et à la veille de la conférence de San Francisco dont beaucoup en Algérie croyaient qu'elle allait proclamer l'indépendance.

insigne férocité¹, tout comme une série de grèves en Afrique noire à l'automne 1945 (notamment à Douala au Cameroun et à Conakry en Guinée). Au Maroc, un manifeste publié en janvier 1944 réclamait l'indépendance (*Istiqlal* en arabe, le nom du parti qui en est issu la même année et qui existe encore aujourd'hui).

L'affaire la plus dramatique fut, un peu plus tard, celle de **Madagascar**. Dans la Grande Île, le nationalisme était toujours resté à fleur de peau; la France y avait été humiliée par l'épisode de l'occupation britannique en 1943; l'Indochine n'était pas si loin (les navires de guerre français faisaient escale dans les ports malgaches). Les sociétés secrètes pullulaient; en 1946, il apparut un Mouvement démocratique pour la Rénovation malgache (M.D.R.M.); mais la France refusa de reconnaître à Madagascar le statut d'État associé au sein de l'Union française. En janvier 1947, le M.D.R.M. obtint la majorité des voix aux élections provinciales (l'île avait été déchirée en cinq provinces), malgré les bourrages d'urnes. En mars², une insurrection indépendantiste, la *fikomiana*, éclata un peu partout à l'initiative des sociétés secrètes (et d'une partie du M.D.R.M. qu'elles avaient noyauté): des Français furent assassinés.

L'insurrection échoua dans les villes et fut désavouée par le M.D.R.M., mais réussit sur la côte est, s'étendit: quelques semaines plus tard, un sixième de l'île échappait à l'autorité — pourtant les insurgés ne furent jamais plus de vingt mille, et ils n'avaient que des sagaies. La France, dénonçant la révolte des "féodaux hova", répliqua par une répression terrible qui dura jusqu'en décembre 1948. Des villages furent incendiés, leurs habitants réfugiés dans la brousse y moururent de faim; des otages civils furent exécutés (cent soixante-cinq dans un seul train en mai 1947 à Moramanga, l'Oradour local), des nationalistes lâchés vivants d'avions en vol... Selon les sources françaises il y eut dix-huit mille morts, dont six mille exécutés par la rébellion; cent mille selon les Malgaches et l'aveu à la Chambre, en 1949, du haut-commissaire de l'époque. Le M.D.R.M. fut interdit (on arrêta les parlementaires malgaches en métropole); son chef fut exécuté avant son procès. L'île n'obtint aucune autonomie. En métropole, seuls les communistes soutinrent le soulèvement (qui n'avait rien en commun avec eux du point de vue idéologique), mais ne parvinrent pas à émouvoir l'opinion, qui se montra indifférente — il faut dire qu'il y avait de quoi s'occuper l'attention en Europe. Les insurgés, qui rêvaient d'une intervention américaine, n'eurent aucun soutien international.

Entre-temps, la IV^e République avait accouché péniblement d'une "**Union française**" passablement en retrait sur les promesses de Brazzaville. À l'une des conférences préparatoires, réunie à Alger en juillet 1944, le socialiste Jules Moch avait déclaré: « je n'admets pas que des délégués français soient mis en minorité par des chefs nègres; (...) je ne veux pas que la reine Makoko³ puisse renverser le gouvernement français ». Tout un programme... Il y avait trente-quatre députés des colonies et d'Algérie à la Constituante, soit 11% de l'effectif total. En mai 1946, tous les habitants de l'Union française devinrent citoyens français; le travail forcé avait été interdit en avril. La **constitution** de la IV^e République, promulguée en octobre, définissait l'Union française comme « une union formée de nations et de peuples qui mettent en commun leurs ressources et leurs efforts » (plus question de fédération!); ils étaient représentés à l'Assemblée et au Conseil de la République. Il apparut un Haut Conseil de l'Union française et une Assemblée de l'Union française, deux organes à pouvoirs purement consultatifs. Mais aux proclamations d'égalité en droit se juxtaposaient des considérations anachroniques sur la "mission traditionnelle" de la France; en retrait sur le décret de mai, les indigènes des États et territoires associés n'avaient droit qu'à une citoyenneté "de l'Union française", de second ordre⁴ et dépourvue de définition précise, et les rapports de ces entités à la métropole étaient toujours réglés par des traités bilatéraux. Bref, les mots changeaient, la représentation des colonisés faisait des progrès, mais les relations à l'intérieur de l'Union demeuraient fondamentalement inégalitaires, coloniales.

En revanche, en mars 1946, les "**vieilles colonies**", la Martinique, la Guadeloupe, la Réunion et la Guyane, reliques du premier Empire, **furent élevées au rang de départements**⁵. Leurs habitants étaient désormais des Français comme les autres — ce n'était pas une révolution: ils étaient citoyens français depuis 1848. L'Algérie était traitée un peu à part: elle dépendait toujours de l'Intérieur; aux termes du statut de septembre 1947 elle était toujours assimilée à la métropole et divisée en trois départements (l'Algérois, l'Oranais et le Constantinois), elle conservait un Résident général et se voyait dotée, en lieu et place des Délégations financières, d'une Assemblée algérienne de cent vingt membres aux pouvoirs réduits (surtout financiers), élue pour moitiés par deux collèges électoraux distincts: l'un comprenait quatre cent cinquante mille Européens d'Algérie et soixante ou soixante-dix mille musulmans "évolués" (*sic*); l'autre un million et demi d'électeurs musulmans, qui demeuraient soumis au droit coranique et n'avaient pas le droit de vote aux élections nationales.

¹ L'administration admit mille cinq cents morts, le F.L.N. plus tard en "revendiqua" quarante mille. La presse de métropole parla d'émeutes de la famine, de complot hitlérien. Personne ne voulut comprendre qu'on assistait à la naissance d'un nationalisme algérien (il faut dire que c'était complètement nouveau). La commission d'enquête sur la révolte dut interrompre ses travaux au bout de cinq jours pour avoir eu l'audace de s'enquérir de la répression.

² Ce 29 mars est aujourd'hui la fête nationale malgache.

³ Pataquès du Batéké Makoko et de la reine Ranavalona: sur ces deux personnages, voyez le chapitre 10.

⁴ Comme en Grande-Bretagne, où encore aujourd'hui les habitants des colonies ont un passeport spécial qui ne leur permet pas de travailler en métropole.

⁵ Le qualificatif "d'outre-mer" est de pure commodité: ces entités ne bénéficient pas d'un statut spécial — tout juste de certains accommodements, fiscaux notamment, mais pas plus que la Corse.

II-Colonialisme et anticolonialisme en métropole après 1945.

Dans l'ensemble la propagande colonialiste ne régnait plus de manière aussi absolue qu'avant 1940. **L'information progressait**: en 1945 l'Indochine était encore loin, mais quinze ans plus tard, à l'heure de la télévision et de *Paris-Match*, il ne fut pas possible de cacher ce qui se passait en Algérie — surtout lorsqu'on y eut envoyé le contingent. À la voix de l'Amérique et à celle de l'U.R.S.S., aux protestations de l'O.N.U. (inefficaces mais bruyantes, et impossibles à ignorer dans un pays membre du Conseil de Sécurité), s'ajoutaient, venues du tiers-monde (récemment décolonisé ou non), celles de Mao, de Nasser, de Mossadegh, de Nehru: c'étaient désormais des acteurs reconnus de la vie internationale; ils étaient profondément respectés (leur étoile ne pâlit que plus tard); ils semblaient sur la voie de l'union et de la puissance, notamment après la conférence de Bandœng qui se tint en 1955. Par ailleurs, depuis l'épisode de Vichy la France était quand même moins sûre d'elle-même, de sa mission, de ses valeurs.

D'autre part il était très difficile d'ignorer complètement les griefs, de mépriser le message d'hommes qui invoquaient les valeurs mêmes de la République: la liberté, l'égalité, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et qui parlaient un langage familier aux Français, un langage importé d'Europe: celui du nationalisme ou bien celui du socialisme (le plus souvent, en fait, une mixture de l'un et de l'autre). Bien sûr, on fit tout ce qu'on put pour les faire taire, on les liquida, on les emprisonna, on les déporta, etc.; mais, les progrès de l'information aidant, ils finirent toujours par trouver en France des auditeurs, des sympathisants, des relais — la guerre d'Algérie, notamment, fut perdue dans l'opinion et non sur le terrain.

Ce fut ainsi qu'à la fin des années 1950, j'y reviendrai, des hommes de gauche français, moins par sympathie pour les valeurs qu'affichait le F.L.N. que par horreur pour la manière dont la République reniait ses valeurs dans la répression de l'insurrection, se firent "**porteurs de valises**", c'est-à-dire choisirent d'aider les insurgés, les ennemis de leur pays. Ils furent peu nombreux et on les traita de traîtres, on les traîna en justice; mais ils existèrent, et aujourd'hui l'on peut être d'avis qu'ils ont été l'honneur de la France durant cette lamentable guerre d'Algérie. Pour eux la défense des valeurs de la France, valeurs universelles¹, l'emportait sur la solidarité avec le gouvernement de la France — un peu comme durant la guerre les gaullistes, les résistants choisirent de désobéir parce qu'ils pensaient que le régime de Vichy trahissait les valeurs nationales. La France, pays de valeurs, pays où les valeurs sont au-dessus de la politique et fondent la communauté nationale, pays dont les valeurs sont au-dessus d'elle-même, est un pays où il est légitime de trahir le gouvernement pour ne pas trahir les valeurs de la nation.

Parmi les partis politiques, le **P.C.F.** demeura bien isolé dans son anticolonialisme jusque dans les années 1960; de plus il attendit l'automne 1947, c'est-à-dire le début de la guerre froide, pour condamner la guerre d'Indochine et la répression à Madagascar, et il adopta des positions très ambiguës sur l'Algérie (voyez plus bas). En réalité les communistes ne soutenaient pas la décolonisation en tant que telle (et surtout pas les nationalismes anticoloniaux²) mais tout ce qui pouvait renforcer le camp du socialisme et affaiblir l'Occident; ce qui n'enlève rien à la lucidité et au courage de certaines prises de positions individuelles. L'extrême-gauche, trotskiste notamment, fut plus cohérente dans ses positions, mais elle n'avait guère d'influence. La **S.F.I.O.**, en revanche, se rangea clairement dans le camp colonialiste lorsqu'elle fut au pouvoir, notamment à l'époque de Guy Mollet (les critiques parlèrent d'un "national-mollettisme"): elle était alors en conflit ouvert avec l'Internationale socialiste (celle de 1889) à laquelle elle adhérerait. Même lorsqu'ils étaient dans l'opposition, les socialistes se contentaient de réclamer des réformes, oscillant entre les thèses fédératives et assimilationnistes. Ils étaient attachés à l'œuvre civilisatrice de la République et haïssaient les nationalismes rétrogrades: ainsi en 1953 ils dénonçaient au Maroc "le souverain théocratique", "le Jockey Club et les deux cent familles nationalistes"... Le M.R.P. était dans le même état de confusion; les autres partis étaient franchement colonialistes, notamment les radicaux et le R.P.F., toujours prêt à accuser les hommes de la IVe de "brader l'Empire".

Dans les années 1950, cependant, les voix anticolonialistes se firent de plus en plus fortes; ce furent d'abord certains **intellectuels**, surtout à l'époque de la guerre d'Algérie — j'y reviendrai en détail. Ceux proches du P.C.F. évidemment, par conviction et par devoir; les neutralistes de *L'Observateur* et du *Monde* (avec quelques inconséquences); Sartre, à peu près dans tous ses avatars idéologiques; des chrétiens, comme Mauriac à partir de 1952, les équipes d'*Esprit* et de *Témoignage chrétien*, qui n'étaient quand même pas vraiment des revues

¹ Mais certes maltraitées par le F.L.N. tout autant que par l'armée française, ce qui pose problème.

² Alors que les "socialistes" du tiers-monde étaient très largement des nationalistes déguisés — ils avaient retenu du socialisme la capacité de l'U.R.S.S. à conquérir son autonomie vis-à-vis de l'Occident et à peser sur le destin de la planète. D'où des contradictions, des incompréhensions qui ne disparurent que dans les années 1960, lorsque l'ennemi fut le même pour tout le monde: les États-Unis.

populaires¹; et enfin, totalement isolé à droite, Raymond **Aron**. Proche des thèses cartiéristes dont je parlerai plus bas, mais moins étroitement économiste dans ses raisonnements, il avait compris dès le début des années 1950 que la décomposition des Empires coloniaux était inéluctable et que la grandeur d'un pays ne se mesurait plus à la tache rose de ses domaines. En revanche les "porteurs de valises" de la guerre d'Algérie, déjà évoqués, n'étaient pas des intellectuels de premier plan.

Il y eut peu d'intellectuels ouvertement engagés dans le camp colonialiste: Jules Romains, déjà âgé; Alexandre Vialatte, que j'ai déjà cité au chapitre 10.

Dans les **milieux économiques** et dans la technocratie, la ferveur colonialiste diminuait à vue d'œil: à l'heure de l'intégration au bloc occidental, puis à l'Europe unie, le repli sur l'Empire ne faisait plus recette, sauf auprès des milieux les plus archaïques (ceux que l'on retrouvait en politique derrière Pierre Poujade)²; l'exemple américain montrait que la puissance, économique et politique, était sans relation aucune avec la possession d'un Empire colonial. Au contraire dans ces milieux l'Empire apparaissait de plus en plus comme un fardeau, surtout évidemment à cause des guerres coloniales; mais aussi parce que l'on prenait conscience de l'énorme retard des régions colonisées, et que si l'on voulait gagner les cœurs il allait falloir mettre la main au portefeuille, et pas qu'un peu: les différents plans de développement de l'Algérie, par exemple, eussent absorbé des sommes astronomiques s'ils avaient réellement été appliqués, et coûté des points de croissance au nord de la Méditerranée. Tout ceci était quelque peu contradictoire avec les protestations des anticolonialistes quant à l'exploitation éhontée des colonies; mais en fait les deux argumentaires ne s'annulaient pas, ils s'additionnaient — certains accusèrent même le patronat d'avoir bradé les colonies en complicité avec les nationalistes! Cela dit, la majorité des chefs d'entreprises étaient *aussi* des hommes de droite ou du centre-droit, qui suivaient sur ces points les partis qui les représentaient: pour eux non plus la question coloniale n'avait rien d'essentiel.

Les structures de ce que l'on appelait avant 1940 le "parti colonial" déclinèrent rapidement, à l'exception des groupes coloniaux des deux Chambres, dopés par l'énergie des représentants de l'Algérie, élus par les Pieds-Noirs. L'ancienne Union coloniale, mise en sommeil en 1940 pour cause de républicanisme excessif, se reconstitua en 1948 sous le nom révélateur de Comité central de la France d'outre-mer, mais très vite son influence s'effondra: il continuait à bombarder les gouvernants de manifestes, communiqués et rapports d'études, mais ne parvint pas à orienter les positions des gouvernements, qui de toute façon réagissaient de plus en plus dans l'urgence; à plus forte raison il n'avait pas d'hommes à lui au ministère.

En revanche, au milieu des années 1950 il apparut dans la presse conservatrice liée aux milieux d'affaires un courant souvent désigné du nom de **cartiérisme**, du nom d'un journaliste influent, Raymond Cartier (1904-1975), qui écrivait dans *Paris-Match*³; on peut en faire remonter l'origine aux réflexions de Raymond Aron sur la décolonisation néerlandaise dans *L'opium des intellectuels*, ouvrage paru en 1954: « l'Indonésie est indépendante et la Hollande continue de connaître la prospérité ». On parla longtemps du "complexe hollandais"... Ces réflexions se nourrissaient aussi de la presse anglo-saxonne ultra-libérale, notamment *The Economist*. L'argumentation des cartiéristes était purement économique, sans aucune concession aux mythes politiques, républicains ou nationaux, et ils ne s'intéressaient qu'aux métropoles: ils critiquaient le coût de la colonisation et de l'œuvre coloniale, surtout lorsqu'elle prenait la forme de guerres, dépenses inutiles par excellence; ils multipliaient les enquêtes sur "ce que l'Empire nous coûte", soulignaient que même les efforts les plus sincères de développement n'avaient abouti qu'à des

¹ Le Vatican, lui, avait adopté des positions très critiques sur le colonialisme, dès l'époque de Pie XII: lors de son message de Noël 1954, le pape se prononça ouvertement en faveur du « processus d'évolution vers l'autonomie politique des peuples coloniaux ». C'était l'époque où l'Église prenait conscience qu'une partie de plus en plus importante de ses fidèles se trouvaient dans le tiers-monde, et dans des régions en voie de décolonisation comme l'Afrique noire. Cela ne signifie pas qu'elle avait changé son comportement sur place: il s'agissait largement de conserver le contrôle de ses missions, de ses écoles, etc. Une partie du clergé français eut le courage de répercuter ces prises de positions, mais *La Croix*, par exemple, hésita beaucoup et se contredit abondamment. Il y avait toujours des évêques algériens et des aumôniers coloniaux — pas tous colonialistes du reste; en Afrique du nord les nationalistes, même laïcs, étaient des musulmans, ailleurs ils étaient communistes...

² Pourtant dans les années 1950 le poids de l'Union française dans notre économie n'était pas négligeable. Elle fournissait 15% des matières premières utilisées en France; 20% des exportations de textiles et de produits métallurgiques s'y dirigeaient, plus de la moitié des exportations de camions et de réfrigérateurs; on y faisait plus de 50% du chiffre d'affaires de l'aviation civile. Nous savons aujourd'hui que ce n'était pas l'avenir — cet avenir n'eût-il pas été différent si l'on avait davantage essayé d'augmenter le niveau de vie des colonisés et de diversifier l'économie des colonies? Mais ce n'était plus possible: les guerres de décolonisation avaient déjà éclaté.

³ En fait, Cartier ne se convertit à l'anticolonialisme qu'en 1956, à la suite d'un voyage en Afrique; la brutalité de cette conversion la rendit d'autant plus spectaculaire. Les positions de Cartier n'allaient pas sans un certain mépris pour les colonisés: « [la Hollande] ne serait peut-être pas dans la même situation si, au lieu d'assécher son Zuyderzee et de moderniser ses usines, elle avait dû construire des chemins de fer à Java, couvrir Sumatra de barrages, subventionner les clous de girofle des Moluques et payer des allocations familiales aux polygames de Bornéo ». L'égoïsme des cartiéristes fait froid dans le dos aussi: « les Africains veulent tout. Donnons-leur la liberté et gardons notre argent » (selon un autre journaliste, en 1958).

pertes sèches pour les économies métropolitaines. Il fallait à tout prix se débarrasser du boulet colonial, ce qui permettrait éventuellement de reprendre avec les anciens colonisés des relations plus saines sur le seul plan économique. Surtout, à l'ère de la reconstruction, de la construction de l'Europe et de la guerre froide quasi à nos frontières, la France devait s'occuper d'elle-même: bref, selon une formule fameuse passée en slogan, mieux valait "la Corrèze que le Zambèze".

Il est difficile de savoir quel fut l'impact réel du cartiérisme dans l'opinion; ce qui est clair, c'est qu'il contribua à imposer une approche comptable, économique du problème colonial, dont on n'avait pas l'habitude, mais que la dimension politique et nationale de l'affaire algérienne empêcha jusqu'au bout de prendre le dessus¹.

L'opinion publique, dans ces conditions, évolua peu à peu, mais avec retard sur les événements. Dans les années 1940, elle restait profondément colonialiste: l'Union française était considérée comme la simple continuation de l'Empire sous un autre nom, un domaine à exploiter au profit de la France; pour le reste, l'opinion était totalement ignorante des mécanismes de l'Union, des programmes des partis politiques métropolitains et à plus forte raison des désirs des indigènes: elle ne s'y intéressait tout simplement pas. En 1949, 19% des Français étaient incapables de citer aucun territoire d'outre-mer! C'était au programme des écoles depuis cinquante ans... 14% des sondés donnaient un chiffre exact pour la population de l'Empire; 24% étaient capables de définir l'Union française. Des sondages manipulés aidant, on était persuadés que les colonisés, dans leur immense majorité, étaient favorables au maintien du *statu quo*. L'idée d'une évolution progressive de la situation, à la britannique, ne rencontra jamais aucun succès, alors même que l'Empire était en pleine dissolution.

Dès 1947-1948 cependant, c'est-à-dire au moment où l'on prit conscience qu'une guerre était en cours en Indochine, **une majorité de Français s'avaient sceptiques quant à la pérennité de l'Empire** — à l'exception de l'Algérie. Ce qui ne signifie pas qu'ils en souhaitaient la dissolution... Dans le même sondage de 1949, 81% des Français considéraient que la France avait "intérêt" à garder ses colonies, 4% répondaient le contraire (plus 3% qui exprimaient de fortes réserves). Le P.C.F. rassemblait alors 25% des voix!... Les chiffres étaient plus élevés encore chez les jeunes. La prise de conscience de l'importance des problèmes coloniaux se fit brutalement, à peu près au moment de Dien Bien Phu; mais jusqu'en 1960 l'opinion continua à considérer que les territoires encore français devaient le rester, quoique de plus en plus lasse des conflits, et sceptique quant aux possibilités réelles de *statu quo* (dès 1956 la majorité des sondés exprimaient des sentiments défaitistes quant à l'issue de la guerre d'Algérie): il fallut le départ d'Afrique, imposé par de Gaulle, puis la tournure de plus en plus catastrophique des "événements" algériens, pour qu'elle abandonnât ses illusions.

III-La décolonisation de l'Indochine (1945-1954).

Nous l'avons vu, en 1940 l'Indochine avait échappé à la fois à Vichy et à la France libre. Or de tout l'Empire français les trois *ky* représentaient la région la plus rétive à la domination coloniale... et Hô Chi Minh, de retour dans son pays en 1941, avait non seulement relancé l'activité du P.C.I., mais aussi créé une structure plus large, une sorte de front nationaliste, le **Vietminh**; il était implanté surtout dans les campagnes du Tonkin. En mars 1945, les Japonais se retirèrent, laissant une bombe à retardement: ils encouragèrent Bao Daï à proclamer l'indépendance du Vietnam, et la reconnurent. Le même mois, le gouvernement français promettait une place éminente à l'intérieur de l'Union française... à la "fédération des cinq pays" d'Indochine, ce qui ne pouvait satisfaire les Vietnamiens.

Après la capitulation japonaise, l'Indochine fut occupée au nord par les troupes chinoises (nationalistes), au sud par les Britanniques. Ce fut avec la bénédiction des Chinois qu'à l'été 1945 le Vietminh s'empara des villes du Tonkin, puis qu'en septembre **Hô Chi Minh** obtint l'abdication de Bao Daï et **proclama la République démocratique du Vietnam**. Mais au sud, grâce à l'appui des Britanniques, la France avait pu envoyer (en octobre) un corps expéditionnaire dirigé par le général Leclerc, cependant que l'amiral Georges-Louis **Thierry d'Argenlieu** (1889-1964) avait été nommé haut commissaire en Indochine. C'était un homme profondément catholique: officier de marine de formation, il était entré au Carmel en 1919 avant de reprendre du service en 1939. Rallié à la France libre dès juillet 1940, il avait fait une belle guerre dans le bon camp, mais il n'était pas spécialement préparé à la négociation avec des kominterniens (on le surnommait "l'esprit le plus brillant du XIIe siècle"); exalté et sûr de sa mission, il n'était pas facile à vivre, Leclerc notamment le détestait.

Hô Chi Minh, en état d'infériorité militaire patente et désireux de se dégager de la tutelle chinoise, accepta de négocier: en janvier 1946 des garnisons françaises remplacèrent les Chinois dans le nord du pays. En mars, les négociations aboutirent à un texte ambigu, qui reconnaissait la République du Vietnam (réunifiée) comme "un État libre faisant partie de la Fédération indochinoise au sein de l'Union française"; mais était-ce un État autonome ou indépendant (un *commonwealth*)? Le texte vietnamien recourait à un terme tout aussi ambigu. Alors tout le monde en France croyait que l'affaire était réglée; l'on voulait voir en Hô Chi Minh une créature des Japonais (début 1946, seuls 5% des Français attribuaient aux Vietnamiens les événements de l'été 1945!).

¹ Dans les années 1960, Cartier lança une nouvelle campagne contre l'aide aux pays sous-développés. Il semble en fait que la formule "la Corrèze avant le Zambèze" date de cette période (1964?).

Sur place, très vite ce fut un dialogue de sourds. Alors Thierry d'Argenlieu décida de sortir de l'impasse par la force et par le fait accompli, selon les bonnes vieilles traditions de la "Royale" en Extrême-Orient. En juin 1946, il créa de toutes pièces une République autonome de Cochinchine — le gouvernement n'osa pas le désavouer. Il reprit le contrôle de ces régions. En novembre, il attaqua les bases du Viet Minh dans le nord, faisant bombarder **Haïphong**, le port de Hanoï (il y eut six mille morts). Le mois suivant, le Vietminh passa à l'attaque: quarante à deux cents Français, selon les sources, furent massacrés à Hanoï, ce qui provoqua une profonde émotion en métropole. Le ministre de la France d'outre-mer, un socialiste (Blum était alors président du Conseil), déclara qu'on ne pourrait négocier qu'une fois la paix rétablie, et "avec un interlocuteur valable". La presse non communiste¹ se croyait revenue au temps des Pavillons noirs et réclamait qu'on en purgeât le Tonkin... Refus des réalités et appel à des mythologies poussiéreuses, négation de la représentativité de l'adversaire, refus de négocier avant la victoire: c'était déjà tout **l'engrenage des guerres coloniales** qui se mettait en place².

Dans les années qui suivirent, tandis que l'armée tentait de reconquérir les villes et les principales voies de communication et d'isoler la population du Vietminh, **la France**, après des velléités de négociations en 1947 (Ramadier ne voulait pas de cette guerre), rompit le contact avec Hô Chi Minh et **ramena d'exil l'empereur Bao Dai**, auquel il fallut concéder à nouveau l'unité des trois *ky*, et même "l'indépendance au sein de l'Union française" — l'imbroglio des négociations dura jusqu'en juin 1949. C'était bien tard pour construire un Vietnam anticommuniste crédible, sans même parler d'un retour à l'ordre colonial; Bao Dai apparaissait à ses compatriotes comme un fantoche des Français, et son régime sombra presque immédiatement dans la brutalité et l'affairisme — l'atmosphère délétère qui l'entourait gagna même la métropole, lorsqu'en 1953 éclata le "scandale du trafic des piastres", au sujet de juteuses spéculations effectuées sur la monnaie vietnamienne, dont le taux de change n'était pas le même à Hanoï et à Paris. Dès 1947, les sondages indiquaient qu'une majorité de Français ne croyaient plus à la pérennité de la présence coloniale dans cette région; à partir de 1950 surtout, les communistes, relayés par leurs "compagnons de route", s'opposèrent farouchement à la guerre.

Mais l'armée française était condamnée à rester au Vietnam, car la situation militaire se détériorait continûment au nord du pays. Le Vietminh était chez lui, il avait le soutien de la majorité de la population, surtout au nord, et il était inexpugnable dans les jungles et les forêts; il avait un grand stratège, Vo Nguyễn **Giap** (1911-2000), qui s'inspirait de Mao³; surtout, à partir de 1949 il put compter sur l'aide de la Chine maoïste, et indirectement sur celle de l'U.R.S.S., qui reconnut la R.D.V. en janvier 1950. En octobre de la même année, près de **Cao Bang**, l'armée française connut sa première grande défaite dans une guerre coloniale: une colonne en train d'évacuer la garnison stationnée dans cette ville frontalière de la Chine fut anéantie au cours de sa retraite; il y eut plus de trois mille morts, et surtout il fut évident pour l'opinion que les troupes françaises étaient en train de se replier sur le delta du Tonkin, où l'on croyait tenir les villes (en fait le Vietminh y était très présent). En 1951, le général de Lattre de Tassigny, nommé haut commissaire et commandant en chef en Indochine, sollicita et obtint l'aide (financière pour l'instant) des Américains, engagés en Corée; il parvint à rétablir un moment la situation, mais il mourut d'un cancer en janvier 1952, et dans les mois suivants le Vietminh s'empara de tous les postes frontières avec la Chine. L'U.R.S.S. tempêtait, l'O.N.U. bêlait, Nehru appelait à un cessez-le-feu... La guerre d'Indochine s'internationalisait; la France en perdait complètement le contrôle. L'opinion publique en métropole, communistes mis à part, subissait cette guerre sans la soutenir, surtout après le "dégel" et l'armistice en Corée (à l'été 1953): ce conflit apparaissait décidément complètement anachronique.

En puis ce fut **Dien Bien Phu**... En décembre 1953, à la conférence des Bermudes, les Américains, désireux de profiter de la détente pour régler les problèmes les plus brûlants hérités de la guerre froide, avaient plus ou moins imposé à la France — totalement dépendante de leur aide pour la poursuite de la guerre — une conférence qui

¹ À l'exception des *Temps modernes*.

² Rappelé en France en mars 1947, Thierry d'Argenlieu regagna le Carmel. La même année Leclerc mourait dans un accident d'avion — il fut fait maréchal de France à titre posthume en 1952.

³ Giap fut l'un des grands théoriciens de la guérilla; à ce titre il fut très lu dans les années 1960 et 1970, aussi bien dans les maquis d'Amérique latine que dans les chambres d'étudiants du quartier Latin. Ses principes étaient les suivants: « éviter l'ennemi quand il est fort, l'attaquer quand il est faible. (...) Attaquer l'ennemi partout de sorte que, partout, il se trouve submergé par une mer d'hommes armés hostiles afin de miner son moral et d'user ses forces ». Sous sa direction le Vietminh se dota de milices populaires villageoises, dont les meilleurs éléments passaient dans les troupes régionales, et de là éventuellement dans les troupes "régulières"; à tous les niveaux, des commissaires populaires encadraient les troupes et la population. Cette organisation combinait les avantages du "parti révolutionnaire d'élite" léniniste et ceux de la mobilisation des masses; elle était particulièrement adaptée au renseignement (durant toute la guerre les Français furent aveugles et sourds tandis que leurs ennemis étaient au courant de tous leurs mouvements); évidemment elle n'avait rien de démocratique, les brutalités contre la population étaient une triste réalité que la propagande française n'avait nul besoin d'exagérer.

Après la guerre, Giap dirigea au moins nominalement les armées vietnamiennes lors de la seconde guerre d'Indochine; il fut l'inamovible premier ministre du Vietnam communiste, de 1955 à sa retraite en 1991; mais la réalité du pouvoir était ailleurs.

réunirait à Genève les cinq membres du Conseil de Sécurité, pour régler définitivement les problèmes coréen et indochinois. L'état-major français était soucieux d'arriver en position de force à la table de négociations. Le général **Navarre**, chef du corps expéditionnaire depuis mars 1953, décida donc de mettre à exécution son plan, qui consistait à envoyer une partie du corps expéditionnaire prendre position dans la cuvette de Dien Bien Phu, en pleins hauts plateaux vietnamiens aux confins du Laos, afin de protéger ce pays de la contagion, de couper la "piste Ho Chi Minh" par laquelle transitaient vers le sud les soldats et les armes du Viet Minh, et d'obliger les troupes de Giap à affronter l'armée française en face, dans une bataille classique. C'était encore le retour à la grande tradition coloniale, celle des fortins en zone hostile où l'ennemi venait se briser: une tradition qui s'était déjà brillamment illustrée à Fachoda. De fait, Dien Bien Phu fut la seule et unique bataille rangée de toute la décolonisation européenne.

Mais le piège se referma sur les Français, qui furent promptement encerclés; leur supériorité technique ne leur fut d'aucune utilité face à la stratégie de Giap, qui refusait le combat de front et, sachant très bien que le temps travaillait pour lui aussi bien localement (tenir Dien Bien Phu coûtait cher) qu'internationalement, jouait le pourrissement. L'aviation, sur laquelle l'état-major comptait beaucoup, ne put intervenir face à un ennemi qui se déplaçait, déplaçait même de l'artillerie en pièces détachées sous le couvert de la forêt dense tropicale. En mars 1954, l'artillerie de Giap passa à l'attaque et détruisit successivement toutes les pistes d'atterrissage françaises; les Anglo-Saxons refusèrent de faire intervenir leur aviation pour éliminer les bases arrières de Giap. Lorsque la conférence de Genève s'ouvrit fin avril 1954, la situation était déjà désespérée; le 7 mai, Dien Bien Phu capitula. Il y eut huit mille morts, l'élite du corps expéditionnaire, et le Viet Minh fit douze mille prisonniers, qui allaient vivre un martyre¹.

Il ne restait plus à Pierre Mendès-France, président du Conseil, qu'à solder les comptes de cette sinistre affaire en signant les **accords de Genève**, en juillet 1954. Le Vietnam fut coupé en deux, comme l'Allemagne et la Corée l'avaient été déjà: les régions au nord du dix-septième parallèle étaient abandonnées au Vietminh; le sud restait aux mains de Bao Daï, lequel d'ailleurs fut vite renversé par des militaires. Des élections étaient prévues pour 1956 en prélude à une réunification; évidemment elles n'eurent jamais lieu, aucun des deux Vietnams n'en voulait. Par la même occasion, le Cambodge et le Laos obtinrent leur indépendance: ces deux pays enclavés ne pouvaient pas être "tenus" sans le Vietnam².

La guerre avait coûté trois mille milliards de francs à la France, et pris cent mille vies françaises — uniquement des soldats de métier, ce qui contribue à expliquer qu'elle ait eu moins de retentissement en métropole que celle d'Algérie. Dans l'armée, la blessure fut immense; les conséquences allaient s'en faire sentir en Algérie.

IV-La décolonisation de l'Afrique du nord.

A) La montée des tensions (1947-1954).

Le statut de 1947 avait provoqué la fureur des nationalistes algériens mais aussi celle des Pieds-Noirs, inquiets de toute cette faiblesse envers les "melons"; n'était-ce pas un premier pas vers une égalité en droit? Dans le collège musulman, les élections municipales de 1947 se soldèrent par un triomphe du Mouvement pour le Triomphe des Libertés démocratiques (**M.T.L.D.**), le parti indépendantiste reconstitué par Messali Hadj en 1946, et de l'Union démocratique du Manifeste algérien (**U.D.M.A.**) de Ferhat Abbas, une formation plus modérée apparue la même année et qui revendiquait une République algérienne liée à la France par des liens fédéraux. La France envoya alors un homme à poigne, le socialiste Marcel-Edmond Nægelen, qui assimilait le nationalisme algérien au régionalisme alsacien et à ses compromissions avec le nazisme, contre lesquels il avait lutté à la Libération, et manipula scandaleusement les élections d'avril 1948 à l'Assemblée algérienne, ne laissant que des miettes aux nationalistes. En 1951 et 1954, on obtint par les mêmes méthodes des résultats encore plus mirifiques. Bref, le statut de 1947 n'avait été qu'un leurre: les musulmans n'étaient plus seulement déçus, ils étaient écœurés. La situation restait calme cependant; mais le fossé grandissait entre les deux communautés. L'audience du M.L.T.D. grandissait au détriment des oulémas et de l'U.D.M.A.; il se développa même une structure clandestine, l'Organisation spéciale (O.S.) d'Ahmed **ben Bella**³, laquelle d'ailleurs entra vite en conflit avec la direction du M.L.T.D.⁴.

Le **fossé démographique** se creusait entre les deux communautés. La population musulmane augmentait de 2,5% par an: la mortalité y était en baisse rapide, effet des progrès effectués depuis un siècle en médecine et en hygiène, mais la natalité restait très élevée. "Natalité de combat"⁵? Il y avait huit millions quatre cent mille musulmans en 1954, ils étaient désormais nettement majoritaires même dans les villes. La population dite

¹ Parmi eux, le futur cinéaste Pierre Schoendorffer, qui a consacré trois films à l'Indochine: *La 317ème section* en 1965, *Le crabe tambour* en 1977, *Dien Bien Phu* en 1992.

² Le Cambodge a une côte, mais le fleuve principal, le Mékong, se jette dans la mer au Vietnam.

³ Né en 1919. Ben Bella devint une figure du F.L.N., puis dirigea l'Algérie indépendante de l'indépendance en juillet 1962 jusqu'au coup d'État de Boumédiène en juin 1965. Détenu au secret jusqu'en 1980, en exil en Suisse dans la décennie suivante, rentré en Algérie depuis 1990, il vit toujours.

⁴ Le M.L.T.D. aurait eu vingt-cinq mille militants et l'O.S. mille cinq cent membres vers 1953. Gare à ces chiffres, les nationalistes algériens les ont toujours manipulés.

⁵ Ce concept a été inventé à propos des Palestiniens.

européenne, en partie d'origine espagnole, italienne... et algérienne (les juifs depuis le décret Crémieux), soit neuf cents quatre vingt quatre mille personnes en 1954, avait une natalité supérieure à celle des autres Français, mais très inférieure à celle des musulmans. L'immigration s'était ralentie: 80% des Pieds-Noirs étaient nés en Algérie, qu'ils considéraient comme leur pays, ce qui était exact, et comme un pays qu'ils avaient tiré du néant et mis en valeur à eux seuls, ce qui était plus discutable. Toutes les structures d'autorité étaient entre leurs mains, et l'ensemble du pouvoir économique. Même dans les campagnes il y avait un fossé entre l'agriculture de subsistance pratiquée par les musulmans, dont les rendements avaient diminué depuis le début du siècle, et les exploitations des "colons", comme on appelait les agriculteurs européens d'Algérie (ce n'étaient pas toutes de grands domaines¹, mais partout on exploitait sans vergogne un prolétariat rural indigène surabondant). Mais il y avait aussi tout un petit peuple pied-noir dont le niveau de vie n'atteignait pas, et de loin, celui du prolétariat métropolitain; c'était lui qui se sentait le plus menacé par les musulmans, qu'il fréquentait quotidiennement mais dont il s'efforçait de se distinguer par tous les moyens: le costume, les activités économiques, etc.

Au **Maroc**, l'une des régions où l'œuvre coloniale était censée avoir le mieux réussi, et que l'opinion publique métropolitaine tenait pour "le protectorat modèle", le sultan Sidi Mohammed ben Youssef² soutenait les nationalistes de l'Istiqlal: en 1947, il "oublia" de mentionner la France dans un discours et appela au rapprochement avec le reste du monde arabe. La France réagit en nommant un militaire au poste de résident général, le général Juin; il commença à encourager les ambitions d'un féodal, le pacha de Marrakech, Si Thami el-Glaoui³, dans le but de se débarrasser de l'encombrant sultan. Une première tentative de destitution échoua en février 1951; inlassablement, Sidi Mohammed réclamait une révision du statut de protectorat. Il y eut de graves émeutes à Casablanca en décembre 1952, il apparut une Armée de Libération qui menait une guérilla dans les montagnes. Finalement, en août 1953, alors que Paris était plongée dans les délices d'une crise ministérielle et affrontait une grève générale des fonctionnaires et des cheminots, et que les Français étaient en vacances, **la Résidence parvint à renverser le sultan** à la suite d'une marche "spontanée" des tribus berbères et des goumiers (les auxiliaires marocains de l'armée); il fut remplacé par une créature du Glaoui, Moulay ben Arafa (1890-1976). Le gouvernement s'inclina; l'opinion ne réagit pas, ni la classe politique mis à part les communistes; seuls ou presque Mauriac protesta dans *Le Figaro* et dans *L'Express* (« l'ordre règne au Maroc, comme en d'autres temps à Varsovie⁴ »); François Mitterrand démissionna de sa charge de ministre d'État.

En **Tunisie**, où l'on s'était débarrassé dès 1943 d'un bey trop incontrôlable, les nationalistes du Néo-Destour de Habib Bourguiba étaient sur la défensive à la fin de la guerre, car ils s'étaient un peu trop compromis avec les Allemands. Cependant, Bourguiba sut profiter de l'exil, puis du décès du bey Moncef en 1947, pour occuper l'ensemble de l'espace politique⁵. L'attitude de la France, relativement libérale au départ (il y eut des projets d'acheminement progressif du protectorat vers l'indépendance), se durcit peu à peu, en partie sous la pression des colons (cent cinquante mille Français et quatre-vingt-quatre mille Italiens pour trois millions de musulmans): en 1952, des troubles ayant éclaté à son arrivée, le nouveau résident général fit arrêter tous les membres du gouvernement tunisien et Bourguiba; la répression provoqua les protestations de l'O.N.U. Des terroristes firent alors leur apparition (on les appelait les "fellaghas", ce qui veut dire "maquisard"⁶), et aussi des contre-terroristes, la Main rouge... Il y avait aussi en Tunisie un puissant syndicat nationaliste, l'U.G.T.T. Finalement, en juillet 1954, Mendès-France fit des déclarations apaisantes, réaffirmant solennellement l'autonomie de la Tunisie, et les choses se calmèrent à l'automne.

B) Les crises maghrébines sous la IVe République (1954-1958).

Au printemps 1954, en Algérie, dans le contexte de Dien Bien Phu, une poignée de militants du M.L.T.D. et de l'O.S. décida de trancher le nœud gordien des disputes entre nationalistes en passant à l'insurrection. Parmi ces

¹ Vous pouvez retenir le nom de l'immense domaine viticole de La Trappe, près d'Alger, aux mains du sénateur radical Henri Borgeaud, lequel possédait aussi d'immenses plantations de chênes-liège et de tabac.

² Depuis l'indépendance, il est appelé en France "le roi Mohammed V". J'ignore si le titre arabe a changé aussi ("sultân" = "pouvoir", titre porté à l'origine par des ministres du calife, puis par des gouverneurs de province; "malik" = "roi", un titre d'origine pré-musulmane). Par ailleurs le souverain du Maroc porte le titre religieux de "commandeur des croyants".

Mohammed V, né en 1909, est mort en mars 1961; de cette date à 1999, son fils Hassan II, né en 1929, a régné; depuis 1999, son petit-fils Mohammed VI est l'actuel roi du Maroc.

³ On disait couramment "le Glaoui": ce doit être un titre à l'origine.

⁴ La formule "l'ordre règne à Varsovie" est liée à la prise de pouvoir par les communistes en 1946-1947. Je ne sais pas très bien qui l'a prononcée en premier (Thorez?) mais elle est vite passée en slogan.

⁵ Le nouveau bey, Lamine, le soutenait, mais il n'avait pas la personnalité de Sidi Mohammed.

⁶ À l'origine c'est un mot lié à la Tunisie: il est apparu en français pour désigner des révoltés dans le sud tunisien vers 1914.

"fils de la Toussaint": Mohamed Boudiaf¹, Didouche Mourad², Larbi ben M'hidi³, Mustafa ben Boulaïd, Rabah Bitat⁴, et un peu plus tard Krim Belkacem⁵, qui depuis 1947 tenait un petit maquis messaliste en Kabylie⁶. Notez qu'on ne trouvait aucun kominternien dans l'équipe: le P.C.A. était bien trop hésitant sur le thème de l'indépendance. Notez aussi qu'il n'y avait pas de vrai leader: entre autres parce que le plus charismatique du lot et l'un des rares qui survécurent en liberté jusqu'à l'indépendance, Krim, était un Berbère, dans un pays à forte majorité arabe. En mars, ils lancèrent un Comité révolutionnaire pour l'Unité et l'Action (C.R.U.A.); ils s'organisèrent et prirent contact avec launte égyptienne, dont Nasser était en train d'émerger: parmi les nationalistes maghrébins réfugiés au Caire⁷, ils rallièrent Hocine Aït Ahmed⁸ et surtout Ahmed ben Bella. Fin octobre 1954, le C.R.U.A. se transforma en un Front de Libération nationale (**F.L.N.**) avec son Armée de Libération, l'**A.L.N.**

L'insurrection éclata dans la nuit du 31 octobre au premier novembre, entre minuit et trois heures du matin: il y eut des plastiquages de perceptions, des attaques de casernes, des barrages sur les routes, etc., et beaucoup de tracts distribués. Il ne s'agissait absolument pas d'une révolte spontanée (pas plus qu'au Vietnam en 1945), mais d'une provocation d'un tout petit groupe, sans doute moins de mille personnes, et d'une stratégie terroriste. L'insurrection échoua à peu près complètement en Oranais et en Algérois, sauf en Kabylie; elle réussit dans la région montagneuse des **Aurès**, dans le Constantinois. Il y eut huit morts européens dont un civil, un instituteur de vingt-trois ans. La surprise fut totale: les autorités ne surent que dissoudre le M.T.L.D. et arrêter environ deux mille personnes, dont beaucoup d'innocents. Le ministre de l'Intérieur de Mendès-France, Mitterrand, lança début novembre: « la seule négociation, c'est la guerre » (il était difficile de dire autre chose après ces actes de terrorisme!), et la fameuse formule: « **l'Algérie, c'est la France**. Il n'y a, des Flandres au Congo, que la loi, une seule nation, un seul Parlement. ». Mendès-France eut exactement la même formule: « les départements d'Algérie constituent une partie de la République française, ils sont français depuis longtemps et de manière irrévocable ».

Mais l'armée échoua à réduire les maquis des Aurès; elle ne réussit qu'à se faire haïr des populations musulmanes. Les incidents se multiplièrent; en janvier 1955 les maquis s'étendirent à la Kabylie. Le même mois, le gouvernement Mendès-France nomma un nouveau gouverneur général, Jacques **Soustelle**, député élu sous l'étiquette gaulliste: un choix audacieux, car c'était un homme jeune, brillant et peu conformiste⁹. Il fut très mal accueilli à Alger où on le surnomma "ben Soussan"; mais au contact du petit peuple pied-noir avec lequel il établit une relation charismatique, et sous le choc du terrorisme F.L.N., il changea d'avis en quelques semaines: il renonça à négocier et se fit le champion de la répression, qu'il tenta quand même de rendre plus intelligente. Il renoua avec la tradition des Bureaux arabes en installant dans les campagnes les plus sous-administrées des Sections administratives spécialisées (S.A.S.), tenues par des militaires — en 1958, il y en avait plus de six cents. Pour l'avenir il ne voyait que l'assimilation, mais Paris ne voulait pas d'un "collège unique" (c'est-à-dire du droit de voté étendu aux musulmans pour les élections nationales); il y eut un plan de développement économique et scolaire, mais il était bien tard et les Pieds-noirs y étaient hostiles.

¹ 1919-1992. Capturé par les Français dans l'avion de Ben Bella en 1956, Boudiaf fut marginalisé à l'indépendance et s'installa au Maroc. Une guerre civile ayant éclaté à la suite de l'annulation, en 1991, d'élections gagnées par les islamistes, le régime algérien aux abois vint le tirer de cet exil en janvier 1992 pour en faire son président, mais il fut assassiné en juin.

² 1922-1955. Mort au combat — la principale avenue d'Alger, l'ancienne rue de l'Isly ou d'Isly, porte son nom: il est mort trop tôt pour avoir été mêlé aux disputes entre Algériens.

³ 1923-1957. Assassiné par les paras.

⁴ Tous deux arrêtés en 1955. Le second retrouva la liberté à l'indépendance; ben Boulaïd s'évada mais mourut peu après au combat.

⁵ 1922-1970. Krim Belkacem fut le grand vaincu de la brève et sanglante guerre civile qui déchira l'Algérie tout juste indépendante à l'été 1962. Réfugié à Francfort, il y fut assassiné; on n'a jamais su par qui.

⁶ Dans "Didouche Mourad" et "Krim Belkacem" l'ordre prénom-nom est inversé, j'ignore pourquoi. Il en est de même pour l'écrivain Kateb Yacine.

⁷ Où résidait également le vieil Abd el-Krim, que le régime égyptien utilisait pour sa propagande.

⁸ Né en 1924, toujours vivant. en 2002. Arrêté dans l'avion de ben Bella, libéré en 1962, Aït Ahmed fut tenu en lisière par le régime du F.L.N. comme beaucoup de Berbères. Depuis la fin du régime de parti unique il dirige un parti à étiquette "démocrate", en fait un parti berbériste, le F.F.S.

⁹ Jacques Soustelle (1912-1990), né à Lyon, avait intégré la rue d'Ulm à dix-sept ans et avait été reçu cacique à l'agrégation de philosophie à vingt; puis il s'était spécialisé dans l'étude linguistique et ethnologique des Indiens du Mexique. Il fut l'un des fondateurs du musée de l'Homme; il militait alors très à gauche, mais pas au P.C. Après la débâcle, il rejoignit de Gaulle à Londres dès juillet 1940; durant toute la guerre il coordonna les services de renseignements de la France libre. En 1945 il fut ministre de l'Information, puis des Colonies; puis il participa à la fondation du R.P.F., sans cesser d'écrire sur l'ancien Mexique.

Après son exil en décembre 1961, il demeura sept ans dans différents pays d'Europe; c'est de cette époque que date son livre le plus connu sur le Mexique, *Les quatre soleils*. Rentré en France, il retrouva des fonctions universitaires prestigieuses, fut élu député du Rhône en 1973 mais échoua à conquérir la mairie de Lyon en 1977, ce qui mit un terme à ses velléités de retour en politique. Il fut élu à l'Académie française en 1982.

Le F.L.N. survivait aux ratissages et ralliait peu à peu l'ensemble du camp nationaliste, notamment Ferhat Abbas fin 1955, puis les oulémas début 1956 — seul le P.C.A. ne se rallia jamais, mais il connut une hémorragie de ses militants¹; Messali Hadj tenta de lancer une autre guérilla, que le F.L.N. liquida en 1956-1957². Des **émeutes** très graves eurent lieu **dans de Constantinois en août 1955** à l'initiative du F.L.N.: il y eut cent vingt-trois morts dont soixante et onze Européens, souvent égorgés; la répression fit au moins dix mille morts, certains colons formèrent des milices: ce fut vraiment le point de non-retour aussi bien pour les Pieds-noirs que pour les musulmans, et le début du terrorisme de masse des deux côtés. Après les élections de décembre 1955 le nouveau président du Conseil, Guy Mollet, créa un ministère de l'Algérie (attribué au résident général): il le confia au général Catroux, considéré à Alger comme un "bradeur d'Empire" parce qu'il avait renoué le dialogue avec le sultan du Maroc, en exil à Madagascar. En février 1956, Mollet, en visite officielle à Alger, fut accueilli par une foule de Pieds-Noirs en furie à coups de tomates, œufs pourris et mottes de terre: l'épisode est resté sous le nom de "**journée des tomates**". Il capitula immédiatement devant l'émeute et renvoya Catroux, qu'il remplaça par le socialiste Robert Lacoste: sa fibre populiste avait cru reconnaître "le peuple" dans les excités racistes d'Alger, et dans leur hystérie manipulée par les extrémistes, un souffle révolutionnaire. La foule tenta de s'emparer du gouvernement général; elle fit mine de fraterniser avec les parachutistes qui le défendaient aux cris de "les paras avec nous"... L'important était qu'elle était désormais convaincue qu'elle dictait sa loi à Paris.

Lacoste se fit confier des "pouvoirs spéciaux"; il y eut toute une série de réformes administratives (entre autres, le nombre de départements algériens passa à douze); l'Assemblée algérienne, complètement discréditée, fut carrément dissoute. Il y eut une réforme agraire, mais ce fut un échec complet du fait de l'opposition tant des colons que du F.L.N. Surtout, en avril 1956 le gouvernement Mollet décida l'**envoi du contingent** en Algérie; de ce fait, les effectifs stationnés au sud de la Méditerranée passèrent de deux cents mille hommes à quatre cents cinquante mille à la fin 1957, pour ce qui n'était toujours officiellement qu'une "opération de maintien de l'ordre"³. Autant de travailleurs qui furent remplacés... par des immigrés d'Algérie. Il y eut d'ailleurs de nombreux incidents en métropole. **L'armée était en première ligne** et faisait de cette guerre son affaire; elle ne supportait pas l'idée d'une nouvelle débâcle après juin 1940, Dien Bien Phu (puis Suez). Très vite elle se trouva déchirée entre sa mission répressive et le rêve de grandes réformes destinées à gagner la population musulmane à la cause française (en revanche beaucoup de militaires supportaient mal les Pieds-Noirs, leur racisme et leur égoïsme) — ce qui ne les empêchait pas, souvent, de confondre l'insurrection avec un complot communiste, ce qui n'était pas le sujet. Ce fut la grande époque de la "guerre psychologique", qui s'inspirait des méthodes de Mao Zedong et de Hô Chi Minh: on demandait aux militaires, en même temps qu'ils écrasaient le F.L.N., de faire de l'assistance sociale (de l'alphabétisation, des soins médicaux) et de rendre la France populaire, mais il était un peu tard! L'armée organisa aussi des troupes auxiliaires indigènes, les "harkas", dont les membres, les "**harkis**", étaient haïs de la population.

En octobre 1956, l'armée, en interceptant un avion qui conduisait plusieurs chefs du F.L.N. du Maroc à la Tunisie (désormais indépendants), dont ben Bella, mit fin aux dernières velléités de négociation; Mollet, évidemment, avalisa. C'était la même erreur qu'en Indochine: **la France se privait d'interlocuteurs** alors qu'il n'y avait pas d'autre solution à terme que de négocier, et comptait sur une reprise en mains par la force qui n'avait aucune chance de suffire à partir du moment où la répression rendait la France de plus en plus impopulaire. Dix jours plus tard c'était l'aventure de Suez⁴, dont les liens avec la guerre d'Algérie sont étroits: Nasser, présenté en France comme un hitlérien, était le principal soutien du F.L.N. à l'étranger.

Malgré la montée des tensions internes au F.L.N., qui se réorganisa au **congrès de la Soummam** en août 1956 (adoptant un langage socialisant plus facile à "vendre" dans le tiers-monde et aux progressistes de métropole), les attentats et les contre-attentats se multipliaient dans toute l'Algérie et notamment à Alger. Le F.L.N. noyautait aussi les syndicats (notamment l'U.G.T.A., fondée en février 1956), les organisations étudiantes, etc.; il se montrait tout aussi brutal que l'armée, notamment pour le recouvrement de l'impôt révolutionnaire. Face à cette situation Mollet laissa instaurer des tribunaux d'exception, et surtout donna les pleins pouvoirs au général Jacques Massu (1908-2002), un "colonial", ancien de la France libre, de l'Indochine et de Suez, à la tête de la Xe division parachutiste, pour "nettoyer" Alger, dont la direction du F.L.N., par une erreur de calcul, voulait faire une caisse de résonance pour son combat auprès de l'opinion internationale: sous l'impulsion d'un jeune proxénète converti au nationalisme par des compagnons de prison, Ali "la Pointe", les fellaghas avaient nettoyé la Casbah de sa pègre et en avaient fait un

¹ En 1957, le F.L.N. lui imposa l'humiliation de devoir intégrer ses militants musulmans à l'A.L.N. à titre personnel. La plupart des Pieds-noirs étaient déjà partis.

² Ce fut l'occasion de massacres de masse de civils, qui annonçaient ceux des années 1990, et aussi des premières violences au nord de la Méditerranée, notamment dans le quartier de la Goutte-d'Or à Paris où des règlements de comptes sanglants eurent lieu.

³ Il a fallu un vote de l'Assemblée nationale, en 1999, pour que la France reconnaisse officiellement que les "événements d'Algérie" étaient en fait une guerre. Bien entendu, certains utilisaient déjà le terme de "guerre d'Algérie" à titre privé: c'est notamment le titre d'un gros livre, très favorable aux thèses du F.L.N., publié par le journaliste Yves Courrière à la fin des années 1960.

⁴ Voyez au chapitre 15.

bastion¹. La "**bataille d'Alger**", une série d'attentats cruels et d'opérations de police extrêmement brutales, ponctués de "ratonnades", grèves et manifestations, dura de janvier à l'été 1957; elle fut marquée notamment par l'utilisation systématique de la torture (notamment dans la tristement célèbre villa Sésini) et par la disparition d'un jeune mathématicien communiste (pied-noir), Maurice Audin, sans doute torturé à mort par les "paras". Finalement les Français restèrent maîtres de la ville, mais des voix commençaient à s'élever contre ces méthodes. Les frontières de la Tunisie (où les fellaghas avaient des bases arrières, ainsi qu'au Maroc) furent bouclées par trois cents kilomètres de barbelés électrifiés appuyés sur des postes fortifiés équipés de radars, la **ligne Morice**. Le pays était quadrillé, ratissé.

Au total, en mai 1958 **la guerre était gagnée sur le terrain**: le F.L.N. n'avait plus les moyens d'un Dien Bien Phu algérien, les attentats régressaient et l'ordre progressait dans les campagnes, les exigences et les brutalités du F.L.N. étaient de moins en moins bien supportés parmi les musulmans. Mais **la France était au ban des nations**, insultée quotidiennement et condamnée tous les ans en séance plénière à l'O.N.U.; en butte à l'hostilité non seulement des pays arabes et du tiers-monde en général, mais aussi de l'U.R.S.S., des États-Unis et du Royaume-Uni qui ne comprenaient pas cette obstination à soutenir une cause perdue et qui pouvait se révéler dangereuse pour l'équilibre du bloc occidental, car l'Est en faisait son miel. En février 1958, un incident très grave opposa l'armée française d'Algérie aux troupes tunisiennes près du village de **Sakhiet-Sidi-Youssef**; les bombardements français subséquents touchèrent par erreur le marché de la bourgade et firent plus de soixante-dix morts; l'affaire dégénéra en une grave crise diplomatique qui permit au F.L.N. d'internationaliser encore plus la crise algérienne.

Et puis **la guerre était perdue dans les esprits**: l'hostilité des musulmans à la France était générale et définitive; l'armée ne pouvait empêcher la poursuite d'un terrorisme à grande échelle et qui commençait à toucher la métropole, ni les harcèlements de la guérilla. En métropole la guerre ne fut jamais populaire, encore moins après l'envoi du contingent et les premières révélations concernant la torture — ce qui ne veut pas dire que l'option de l'abandon de l'Algérie était populaire.

Parmi **les forces politiques qui s'opposèrent à la guerre**, avant 1958 il n'y eut guère que les communistes, et encore tardivement, même si *L'Humanité* fut avec *France-Observateur* le premier organe de presse à dénoncer la torture. Les communistes étaient des internationalistes; jusqu'en 1957 il existait un P.C.A., interracial, donc peu porté à l'indulgence envers le projet d'une Algérie dominée par les musulmans qui était celui du F.L.N. Dans ces conditions le parti communiste ne reconnut la légitimité du fait national algérien qu'en juillet 1956, et jamais les communistes ne soutinrent complètement l'action du F.L.N. comme ils avaient soutenu Abd el-Krim; ils n'encouragèrent pas l'insoumission. Au début de la Ve République, l'affaire algérienne fut en partie à l'origine de la cristallisation du P.S.U., qui réunissait des socialistes hostiles au "national-mollettisme"

Un certain nombre d'**intellectuels** protestèrent dès avant 1958, dont Raymond Aron et Georges Arnaud (né en 1928), l'auteur du *Salaire de la peur*; après l'affaire Dreyfus et le Front populaire, ce fut le troisième et dernier grand épisode de leur saga (et le plus important en termes quantitatifs: *Le Monde* publia pas moins de soixante-sept manifestes de 1958 à 1962). En février 1958 le communiste algérien Henri **Alleg** fit paraître un récit sur la torture, **La question**, chez Minuit, éditeur chargé de symboles: l'interdiction du livre en mars, outre qu'elle ne servit à rien car soixante-douze mille exemplaires avaient déjà été vendus, fit scandale. Sartre, Mauriac, Malraux et Martin du Gard s'associèrent pour protester. Le premier écrivit à cette occasion quelques-unes de ces invraisemblables bêtises dont il avait le secret: « en ce premier temps de la révolte, il faut tuer; abattre un Européen c'est faire d'une pierre deux coups, supprimer en même temps un oppresseur et un opprimé, restent un homme mort et un homme libre; le survivant, pour la première fois, sent un sol national sous la plante de ses pieds ». Un jeune éditeur, François Maspero, se fit connaître aussi par ses publications favorables à la cause algérienne; l'**U.N.E.F.**, un syndicat étudiant, adopta une position de pointe (ses adhérents étaient directement menacés d'envoi en Algérie) qui furent à l'origine de son essor dans les années 1960, et les Jeunesses communistes entrèrent en conflit avec le Comité central du P.C.F. *Esprit* joua un grand rôle aussi dans la mobilisation de l'opinion de gauche².

Enfin ce fut fin 1956 que Francis Jeanson, un collaborateur des *Temps modernes*, prit contact avec le F.L.N., puis en 1957 qu'il constitua un réseau d'aide au F.L.N., les fameux "porteurs de valises" — ils ne furent jamais plus de cent cinquante. Le procès du **réseau Jeanson** eut lieu en septembre 1960, Jeanson lui-même s'étant réfugié en Suisse; la défense cita Sartre. Le procès dramatisa les affrontements idéologiques en métropole: le même mois des intellectuels, Jean-Paul Sartre, Marguerite Duras, Nathalie Sarraute, Vercors, François Truffaut, Simone Signoret, Pierre Boulez, Jean-François Revel et bien d'autres, justifiaient le droit d'insoumission en Algérie dans le **manifeste des cent vingt et un**. Ils furent poursuivis, il y eut des incidents.

Tous ceux-là protestaient contre la "sale guerre", mais personne n'avait de solution sur la question de fond, celle du statut final de l'Algérie. Le problème, c'était ce qu'on allait faire des Pieds-Noirs, vu le fossé qui achevait de se creuser avec les musulmans: dans cette communauté où l'extrême-droite avait toujours eu une audience importante (Drumont avait été député d'Alger), le conflit, l'angoisse des attentats et la hantise d'un "lâchage" attisaient tous les

¹ Ali la Pointe s'est suicidé en octobre au moment d'être capturé.

² Dans l'autre camp il faut citer Jules Romains, Roger Nimier, Antoine Blondin, Jacques Soustelle.

extrémismes¹. Des personnages aussi douteux que hauts en couleurs, comme l'avocat Pierre Lagaille et le cafetier Jo Ortiz, entretenaient la radicalisation des Pieds-Noirs par une agitation incessante et des campagnes de presse dignes des années 1930: les appels au meurtre étaient quotidiens; la presse de métropole était citée sous des formes tronquées et avec une mauvaise foi punique.

En revanche on était arrivé, de justesse, à se tirer des bourbiers marocain et tunisien: parce qu'il y avait moins de colons, mais aussi parce que c'étaient des protectorats, donc des États avec leur personnalité propre, et qu'il était moins impensable qu'ils revinssent à l'indépendance que les départements algériens. En **Tunisie**, en juin 1955 Bourguiba rentra à Tunis et l'on négocia avec lui des accords d'autonomie interne poussée; puis, dès mars 1956, l'indépendance totale fut proclamée², quinze jours après l'indépendance du **Maroc** (le même mois). Dans ce dernier pays les choses faillirent tourner très mal: l'engrenage du terrorisme et du contre-terrorisme était bien engagé. Mais les Français finirent par comprendre que seul le sultan Sidi Mohammed avait une légitimité et pouvait empêcher la plongée dans le chaos, et ils commencèrent à organiser son retour; même le Glaoui retourna sa veste et le sultan, à son retour en septembre 1955 (théoriquement il s'était engagé à ne plus faire de politique), trouva le trône tout chaud et tout vide — l'affaire avait quand même duré un an et demi et il y avait eu plusieurs séries d'émeutes sanglantes.

C) De Gaulle et l'Algérie (1958-1962).

Le **13 mai 1958**, des manifestations à Alger en faveur de l'Algérie française dégénèrent (les circonstances étaient favorables: à Paris il n'y avait pas de gouvernement; à Alger il n'y avait plus de résident général, car Lacoste avait regagné la métropole et son successeur n'était pas encore nommé). Un groupe d'activistes, sous la conduite de Pierre Lagaille, s'empara du gouvernement général (la résistance des paras fut des plus molles); un Comité de Salut public se forma sous la houlette de Massu, "couvert" par son supérieur Raoul Salan (1899-1984), commandant des troupes en Algérie. Trois jours plus tard, apparurent des cortèges de musulmans qui appuyaient le coup de force et "fraternisaient", plus ou moins contraints, avec les Européens³: c'était au moins le signe que ceux-ci avaient compris que désormais l'assimilation était inéluctable.

En apparence l'armée d'Algérie avait basculé du côté des émeutiers; en fait Salan et Massu, très embêtés, cherchaient avant tout à garder le contrôle des événements (Paris accorda les pleins pouvoirs à Salan en Algérie, ce qui ne fit qu'entretenir la confusion). Mais ceux-ci se précipitèrent. Le 15, Salan appela solennellement de Gaulle à assumer le pouvoir. Le 17, Soustelle débarqua à Alger, ce qui contribua à affermir le courant gaulliste au sein de la rébellion; mais certains poussaient à porter l'action au nord de la Méditerranée: ils prirent contact avec les unités de paras de Pau et de Rambouillet. Le 24 mai, la Corse bascula dans le camp des insurgés. Une opération de parachutage en métropole était prévue pour la nuit du 27 au 28. bref, **la guerre civile semblait imminente**. il faut dire que tous ces événements rappelaient d'assez près le début de la guerre d'Espagne, fraîche encore dans les mémoires de gauche: en juillet 1936, le putsch était parti du Maroc et des Canaries.

L'affaire, on le sait, provoqua l'effondrement de la IVe République et le retour de De Gaulle (sur l'évolution de la situation à Paris, voyez le chapitre 15). En juin, l'Algérie revint peu à peu à la légalité: les révoltés avaient, semblait-il, un de leurs champions au pouvoir. De Gaulle démantela les pouvoirs parallèles nés du Treize mai, interdit aux militaires de siéger dans les différents comités, puis, en décembre, il remplaça Salan par Paul Delouvrier (un haut fonctionnaire), pour son mandat civil, et par le général Maurice Challe (1905-1979) pour son mandat militaire.

Tout le monde à Alger attendait que le Général menât une politique conforme aux vœux des partisans de l'Algérie française, ainsi qu'une bonne partie de la majorité présidentielle, menée par Soustelle, et sans doute à cette date la majorité de l'opinion métropolitaine. Le Général n'avait-t-il pas critiqué très violemment le manque de fermeté en Indochine? Debré et Soustelle, deux partisans acharnés de l'Algérie française, n'étaient-ils pas au gouvernement? Mais de Gaulle, qui n'était pas un "colonial", n'avait rien d'un croisé de l'Algérie française. Nationaliste avant tout, il avait compris, ou il comprit en quelques mois après son accession au pouvoir, que victoire militaire ou non, la France n'avait pas les moyens de traîner une guerre d'Irlande durant cinquante ou cent ans (et l'Irlande n'a que cinq millions d'habitants!). Ce fut pourquoi il n'attendit pas que la situation se dégrada encore et organisa l'accession de l'Algérie à l'indépendance. Mais il était arrivé au pouvoir sur une équivoque, quoique n'ayant rien promis à quiconque: il s'en servit le temps nécessaire à son projet, lequel d'ailleurs évolua avec les circonstances de plus en plus défavorables à la France; en particulier il joua de l'émotivité pied-noire avec un certain cynisme,

¹ Avec des exceptions évidemment — la plus notable fut celle d'Albert Camus, qui était d'Oran, et qui en 1957 tenta de former un comité intercommunautaire contre la guerre.

² L'année suivante, Bouguiba mit fin au beylicat. Président, puis Président à vie, il fut déposé pour sénilité en 1987.

³ Un proche m'a raconté que certains d'entre eux avaient été amenés en camion du bled — lui-même encadra l'un de ces cortèges. Au lieu de scander "Algérie française!" comme on leur demandait, certains scandaient: « *Jabanna bécif!* », ce qui veut dire à peu près: "on nous a forcés de venir!"...

notamment au moment du fameux « je vous ai compris » — de Gaulle, homme du nord, de raison et de réflexion, ressentait la plus grande exaspération face à la conduite irrationnelle, pour ne pas dire imbécile, des Pieds-Noirs.

Qu'elle correspondît ou non à un plan préétabli, l'évolution du général de Gaulle se traduisit par une série de discours et de déclarations par lesquelles, sans jamais déclarer quels étaient ses buts à long terme, il cherchait à faire évoluer l'opinion: une « pédagogie politique » selon Serge Bernstein, un « gouvernement de la parole » selon l'expression de Pierre Viansson-Ponté, journaliste au *Monde*; un dialogue direct très bonapartiste avec les Français en tout cas, favorisé bien sûr par l'essor de la télévision, qui date de ces années. Le « **je vous ai compris!** » prononcé lors du premier voyage du Général en Algérie en juin 1958 était une formule des plus ambiguë; au cours du même voyage, il cria (une seule fois) « Vive l'Algérie française! », à Mostaganem. La politique suivie était alors d'intégration: on accorda le collège unique aux musulmans (ils votèrent avec les autres Français dès le référendum constitutionnel de septembre¹); en octobre le Général annonça un grand plan de développement de l'Algérie, le **plan de Constantine**: il portait entre autres sur l'égalisation des salaires, la scolarisation, le logement, la création d'emplois et l'accès des musulmans à tous les postes, la distribution de terres aux musulmans, l'implantation d'industries. Le pétrole du Sahara, en plein essor, était censé financer cet effort. Le plan ne fut que très incomplètement appliqué, à cause de la dégradation de la situation.

Le F.L.N. semblait s'essouffler, attaqué dans ses bastions montagneux et déchiré par de sanglantes querelles internes; mais les attentats ne cessaient pas. Dans une conférence de presse d'octobre 1958, de Gaulle ne lui offrit qu'une reddition honorable, la « **paix des braves** ». Le F.L.N. refusa et joua le durcissement: peu de temps auparavant, en septembre, il avait constitué un Gouvernement provisoire de la République algérienne (**G.P.R.A.**), qui siégeait à Tunis sous la présidence de Ferhat Abbas; c'était un clin d'œil au G.P.R.F., c'était surtout prétendre discuter avec la France de puissance à puissance, déplacer la lutte sur le plan politique — de nombreux pays reconnurent aussitôt la République algérienne. Les efforts de De Gaulle pour susciter en Algérie une "troisième force" avec qui discuter se soldèrent pas un échec complet. À la fin de l'année le F.L.N. trouva un second souffle; il s'était réorganisé autour de la figure d'autorité de Krim Belkacem (ce fut à cette époque que Houari Boumédiène² fit son apparition comme commandant de la wilaya [région militaire] d'Oran). Surtout, début 1959, l'A.L.N. commença une campagne d'attentats au nord de la Méditerranée: c'était porter la guerre sur le terrain le plus douloureux pour les Français, puisqu'on ne pouvait pas "nettoyer" les banlieues comme de vulgaires djebels (montagnes).

Prenant acte de l'échec de la "paix des braves" (et aussi de la lassitude de l'opinion au nord de la Méditerranée, favorable à 70% à des négociations), de Gaulle changea de stratégie, et après six mois d'équivoques terminologiques croissantes³, dans une conférence de presse de septembre 1959 il affirma le droit de l'Algérie à l'**autodétermination**: une fois un cessez-le-feu intervenu, les Algériens se verraient offrir le choix entre la sécession, la francisation (c'est-à-dire l'intégration) et la constitution d'une Algérie gouvernée par les Algériens, mais liée à la France. C'était la fin du mythe de l'Algérie, composante de la nation française; pour la première fois, une entité algérienne autonome était reconnue et l'on envisageait qu'elle pût se constituer en un État, même si de Gaulle faisait un tableau apocalyptique de la sécession. En mars 1960, au cours d'une "tournée des popotes", il fut question pour la première fois d'une « **Algérie algérienne** liée à la France ». En juin 1960, de Gaulle proposa des négociations au F.L.N. sans cessez-le-feu préalable; mais ce premier contact tourna court. Finalement, en novembre 1960, à la télévision, de Gaulle parla d'une « **République algérienne** », tout court: cette fois-ci, il était clair que l'Algérie serait indépendante. Pour marquer le changement de politique, il remplaça Delouvrier par le gaulliste Louis Joxe (1901-1991), avec le titre de ministre d'État chargé des affaires algériennes: Joxe fut le principal artisan des accords d'Évian. Un **référendum sur l'autodétermination** fut organisé en janvier 1961; de Gaulle obtint, comme il l'avait demandé à la télévision, « un oui franc et massif ». En avril, le Général précisa que l'État algérien serait "souverain".

Ces nouveautés provoquèrent **une agitation croissante parmi les Pieds-Noirs**, qui se sentaient trahis: ils crurent pouvoir faire plier de Gaulle comme ils avaient fait plier Mollet. "Les cocus du Treize mai", comme ils s'appelaient eux-mêmes, perdirent alors leur dernière chance de finir leur vie sur la terre où ils étaient nés, faute d'accepter d'y partager le pouvoir; ils avaient toujours été les maîtres de ce pays qu'ils avaient volé à ses habitants, un siècle d'injustice et de racisme pesait sur les mémoires; les atrocités du F.L.N., et l'absence de tout autre interlocuteur crédible parmi les musulmans, rendaient un partage du pouvoir encore plus improbable — une stratégie tout à fait réfléchie de la part des nationalistes, bien entendu. Avant même le virage indépendantiste de De Gaulle, les Européens d'Algérie se jetèrent dans les bras des activistes hostiles non seulement à la négociation, mais aussi au régime et à la

¹ Les Algériens votèrent à 75%, et il y eut 95% de "oui": les musulmans étaient terrorisés par l'armée comme par le F.L.N. qui voulait à tout prix faire capoter la consultation. Évidemment cela ne voulait strictement rien dire, ni dans un sens ni dans l'autre d'ailleurs. De même, dans la nouvelle Assemblée algérienne élue le jour du référendum, et où les deux tiers des députés étaient de droit des musulmans, les partisans de l'Algérie française obtinrent une majorité écrasante.

² 1925 ou 1932-1978. Chef d'État-major de l'A.L.N. depuis mars 1960, il imposa ben Bella au pouvoir à l'été 1962 avant de le renverser en juin 1965. Il dirigea l'Algérie jusqu'à sa mort.

³ En mars, une autre formule célèbre: « l'Algérie de Papa est morte, et, si on ne comprend pas, on mourra avec elle ».

démocratie (on y trouvait d'anciens cagouleurs et le jeune Jean-Marie Le Pen, député poujadiste): ils préparaient un nouveau Treize mai; leur modèle était l'Afrique du sud, en pleine apogée de l'*apartheid*. Les Européens d'Algérie se coupèrent ainsi irrémédiablement de l'opinion publique de cette métropole à laquelle ils prétendaient rester attachés, et de toute sortie honorable de la crise.

En janvier 1960, ce fut la **semaine des barricades**¹: de Gaulle ayant relevé de ses fonctions le général Massu, qui avait outrepassé son devoir de réserve en affirmant dans une *interview* le soutien de l'armée aux thèses de l'Algérie française, les extrémistes (Ortiz, Lagailarde) tentèrent de soulever Alger. L'armée isola les quartiers soulevés (essentiellement en fait l'université) sans les attaquer; au bout de six jours, un discours très ferme de De Gaulle rappela les militaires à l'obéissance, et comme les insurgés étaient complètement isolés les choses se calmèrent. Des partisans de l'Algérie française s'organisèrent politiquement en un F.A.F. (Front de l'Algérie française), sous la direction d'une potiche musulmane, le bachaga Boualam; d'autres formèrent une organisation clandestine, l'Organisation de l'Armée secrète (**O.A.S.**), qui commit ses premiers attentats fin janvier. Pour la première fois le pouvoir n'avait pas cédé devant les extrémistes. Au dernier moment l'armée avait choisi la légalité, mais ce n'était que partie remise: une partie des militaires considérait que la préservation de l'intégrité du territoire national primait sur l'obéissance au pouvoir politique et sur le respect des vœux de l'opinion. Cette situation était inédite: ni en 1889, ni en 1899, ni en 1934 l'intégrité de la nation n'avait été menacée; c'est pourquoi la guerre d'Algérie fut la seule crise de toute notre Histoire où l'armée sortit de sa réserve de "grande muette".

En avril 1961, ce fut le **putsch des généraux**, dirigé par Challe, par le commandant de l'aviation en Algérie, Edmond Jouhaud (1905-1995), qui était né en Algérie, et par un ancien chef d'état-major de l'armée de terre, Marie-André Zeller (1898-1979), avec l'appui de Salan, réfugié en Espagne depuis la fin 1960, d'une partie de la légion étrangère et des parachutistes² (mais pas Massu, désormais en charge de la région militaire de Metz). Il s'agissait d'un mouvement purement militaire: les généraux se méfiaient des extrémistes civils. Le « *pronunciamiento* »³ du « quarteron de généraux en retraite », selon les expressions de De Gaulle, fit long feu car il n'eut pas d'écho au nord de la Méditerranée et ne fit même pas l'unanimité dans l'armée, dont une bonne partie était restée républicaine; de plus les recrues du contingent, informées par la radio de ce qui se passait à Paris, refusèrent d'obéir aux « officiers partisans ambitieux et frénétiques », qui « ne vo[yaient] et ne compre[naient] la nation et le monde que déformés à travers leur frénésie » et dont l'entreprise « condui[sait] tout droit à un désastre national »: on découvrit alors qu'une armée de conscrits est difficile à retourner contre la démocratie. De Gaulle, exceptionnellement, apparut en uniforme à la télévision (les citations ci-dessus sont extraites de ce discours fameux), prit les pleins pouvoirs; l'ensemble des forces politiques le soutinrent (sauf les indépendants); les syndicats manifestèrent leur appui, par crainte à nouveau des "paras à Paris". Au bout de cinq jours le mouvement, qui ne pouvait compter que sur le soutien des foules algéroises surexcitées (il n'eut même pas de répliques dans le reste de l'Algérie), se décomposa.

Les **négociations** avec le F.L.N. reprirent en mai 1961; elles achoppèrent de longs mois durant sur la question du Sahara, dont le F.L.N. voulait annexer au futur État algérien, mais où l'on avait trouvé du pétrole et où la France avait installé son polygone de tir nucléaire à Reggane⁴; ainsi que sur les protections à accorder aux Algériens d'origine européenne. Pendant les négociations les atrocités continuaient, dans les deux camps et sur les deux rives de la Méditerranée: ainsi le **17 octobre 1961**, à la suite d'une manifestation organisée à Paris par le F.L.N. pour protester contre l'instauration d'un couvre-feu pour les Algériens, une gigantesque ratonnade menée par la police fit peut-être deux cent morts, dont beaucoup jetés à la Seine⁵. Ce fut l'émeute la plus sanglante en France depuis la Commune¹.

¹ Instrument totalement inefficace pour le combat urbain au XXe siècle, mais symbole révolutionnaire "parlant" aux Français, comme on s'en rendit compte à nouveau huit ans et un mois de mai plus tard (voyez au chapitre 16). De même, les mutins du Treize mai s'étaient constitués en un "Comité de Salut public". On était vingt ans après la débâcle de Vichy; l'extrême-droite était obligée d'afficher des oripeaux de la gauche pour tenter de se faire entendre — il y avait quand même aussi des références à l'Alcazar de Tolède, un épisode de la légende franquist de la guerre d'Espagne. Rappelez-vous quand même que la Commune avait eu des répliques dans les villes algériennes. ...

² J'ai déjà fait une allusion aux "paras". Depuis la bataille d'Alger ils formaient véritablement une armée dans l'armée, surtout les "bérêts rouges", les paras légionnaires, qui entretenaient le mythe et tournaient quelque peu à la secte, avec leurs propres hymnes (y compris *Lili Marlène*), les "dix commandements du para" affichés dans toutes les chambres, une prière au "dieu des paras" ... Comme on l'a vu, ils étaient haïs du reste de l'armée.

³ Ce fut de Gaulle qui employa ce mot espagnol, le faisant entrer dans le vocabulaire politique français: c'était pour agiter l'épouvantail de la guerre d'Espagne. Il est tout à fait adapté aux événements d'avril 1961: il n'y eut pas à proprement parler tentative de coup d'État, même si on eut très peur à Paris (les généraux d'Alger n'espéraient pas prendre le pouvoir dans tout le pays) mais bien "prise de position" publique de l'armée en tant que gardienne des intérêts suprêmes de la nation au-dessus des jeux politiques, ce qui est le sens du mot "pronunciamiento". Voyez le cours de Relations internationales, à la fiche P2.

⁴ Le polygone fut transporté en Polynésie, mais la France continua à entretenir des usines d'armements chimiques dans le Sahara algérien jusqu'à la fin des années 1970, y compris dans les périodes où les relations avec Boumédienne étaient officiellement au plus bas. Cette affaire n'a été révélée qu'en 1995.

⁵ Le chiffre fait encore débat — celui que je donne est l'estimation haute du F.L.N., celle de la police (deux morts!) n'étant pas crédible. En 1998, un conseiller d'État a rouvert le dossier en marge du procès de Maurice Papon,

Un jour de février 1962, huit ou neuf manifestants de gauche (des Français de métropole) chargés par la police moururent écrasés contre les grilles de la station de métro **Charonne**; la manifestation avait été organisée pour protester contre un attentat O.A.S. contre l'appartement de Malraux, où la petite fille du concierge avait perdu la vue.

L'**O.A.S.** en effet s'était trouvée renforcée après l'échec du putsch par le passage dans la clandestinité, notamment, de Salan et de Jouhaud. Avec le soutien actif ou passif d'une grande partie des Pieds-Noirs qui lui servirent de masse de manœuvre, organisant notamment de gigantesques concerts de casseroles (un mode d'action qui fut repris par la droite chilienne sous Allende), elle se lança dans l'action terroriste, désormais considérant l'armée française comme "une armée d'occupation", multipliant les attentats contre des personnalités politiques (de Gaulle fut visé plusieurs fois, notamment à Pont-sur-Seine en septembre 1961, puis au Petit-Clamart en août 1962) et contre les musulmans: il y avait une vingtaine de morts par jour en janvier 1962 à Alger, des atrocités quotidiennes à Oran...². L'armée en était réduite à tirer sur les Pieds-Noirs désespérés, fanatisés, manipulés (la "bataille de Bab-el-Oued", en mars 1962, fit trente-cinq morts, dont quinze parmi les forces de l'ordre; un peu plus tard une fusillade rue d'Isly fit quarante-six ou soixante-six morts, et les ratonnades qui suivirent, dix de plus).

En février 1962, l'essentiel ayant été réglé (c'est-à-dire que la France avait cédé sur toute la ligne: il n'y avait plus rien d'autre à faire), les négociations officielles s'ouvrirent à Évian. En **mars 1962**, ben Bella fut libéré, un cessez-le-feu fut conclu et les **accords d'Évian** furent publiés au Journal officiel. Je n'en donne pas le détail car ils n'ont pas été appliqués, notamment du fait de l'exode des Pieds-Noirs. Un référendum eut lieu en avril; l'Algérie, après cent trente-deux ans de présence française, obtint son indépendance le **3 juillet 1962**. L'armée française avait eu cent quarante mille morts; le F.L.N. en revendique un million — ce chiffre est sans doute à diviser par deux ou trois, ce qui reste quand même respectable pour neuf millions d'Algériens musulmans. Lorsque l'on y voyage, le plus étonnant est de constater à quel point les gens n'en veulent plus à la France de son comportement passé, à quel point les bons souvenirs l'ont emporté sur les mauvais — au moins parmi les Algériens "moyens": les gouvernements successifs ont affecté une attitude très agressive envers la France.

Après la signature des accords l'O.A.S. entama une dérive vers la violence aveugle pour empêcher leur application, puis dans le but de tout détruire pour rendre l'Algérie au F.L.N. "dans l'état où les Français l'avaient trouvée en 1830". Cette folie n'aboutit qu'à rendre toute cohabitation impossible. Dans le courant du printemps 1962, à mesure qu'approchait la date prévue pour l'indépendance, **les Pieds-noirs pris de panique quittèrent l'Algérie** en masse, entre les menaces de mort bien réelles du F.L.N. ("la valise ou le cercueil") et celles de l'O.A.S., qui les menaçait de représailles s'ils partaient. Sept cent mille personnes quittèrent leur terre dans des conditions dramatiques et humiliantes, abandonnant l'essentiel de leurs biens (l'O.A.S. incendiait les camions de déménagement): ce fut le transfert de population le plus brutal et le plus important dans le vieux monde entre l'exode des Allemands d'Europe centrale en 1945-1946 et la guerre de 1991-1995 en Yougoslavie. On les relogea comme on put, notamment dans le sud-est où une bonne partie d'entre eux, déclassés et aigris, ont formé la base électorale du F.N. dans les années 1980 et 1990; d'autres regagnèrent l'Espagne, quinze mille juifs (sur quatre-vingt quinze mille) émigrèrent en Israël. Quelques dizaines de milliers de personnes, souvent des militants de gauche, restèrent; ils furent assez mal traités, en particulier on leur confisqua une bonne partie de leurs propriétés rurales, ils souffrirent beaucoup de l'arabisation progressive de l'enseignement et de l'administration; la plupart ont fini par rentrer depuis l'éclatement de la guerre civile en 1992³. De nombreux harkis (peut-être soixante-cinq mille) furent massacrés par l'A.L.N. triomphante, laquelle par ailleurs se déchira pour le pouvoir; d'autres (peut-être cent cinquante mille), avec l'aide de leurs officiers français, parvinrent à fuir en France où on les parqua dans des "camps de transit", dans les mêmes régions où les Pieds-Noirs avaient échoué — certains y sont toujours.

préfet de police de Paris au moment des faits, accusé de complicité de crimes contre l'humanité durant la seconde guerre mondiale; il s'est arrêté au chiffre de trente-deux morts. Sur cet épisode, voyez le livre de Didier Dæninckx: *Meurtres pour mémoire*, paru en 1984.

¹ Mais la violence déployée n'était plus sociale comme au XIXe siècle: elle était purement raciste.

² Les appels à la raison de l'archevêque d'Alger, Mgr Duval, lui avaient valu depuis longtemps le surnom haineux de "Mohamed Duval". À la fin du conflit les "fidèles" allaient jusqu'à rendre impossible la lecture de ses lettres pastorales en faisant du bruit avec leurs chaises et en se râclant la gorge... De Gaulle, lui, était "la grande Zohra".

³ Il y eut aussi tout un mouvement pour aider la jeune Algérie indépendante, de la part de milieux qui s'étaient opposés à la guerre: ce fut l'un des viviers du tiers-mondisme de gauche en France — il faudrait ici évoquer la figure du Martiniquais **Franz Fanon** (1935-1961), psychiatre de formation, qui avait publié des textes jusque dans la presse du F.L.N. pendant la guerre, et dans les années 1960 fut très lu dans le tiers-monde, au quartier Latin et sur les campus américains: il représente ce qu'un nationalisme prétendu progressiste peut avoir de plus proche du fascisme et du racisme (l'un de ses livres, paru en 1952, s'appelle *Peaux noires, masques blancs* — on imagine le contenu, assez proche de cette idéologie noire américaine que Martin Luther King avait dénoncée comme "le Ku Kux Klan à l'envers"). Des instituteurs, des agronomes partirent en coopération; l'architecte Fernand Pouillon construisit de très belles villes dans le style traditionnel (par exemple Zeralda près d'Alger), dont la *nomenklatura* du F.L.N. s'empara très vite. Dans l'ensemble, le F.L.N. exploita sans vergogne cette générosité et cette mauvaise conscience.

L'O.A.S., traquée (par les "barbouzes", comme on appelait alors des hommes des services secrets), disparut; ses responsables s'enfuirent à l'étranger, un certain nombre furent condamnés par contumace — ils furent graciés par François Mitterrand dans les années 1980, au nom du "devoir d'oubli". L'affaire laissa des traces à droite, où beaucoup ne s'étaient ralliés à de Gaulle que parce qu'ils avaient vu en lui le sauveur de l'Algérie française, et où l'hostilité au bradeur de l'Algérie servit à recycler bien des sympathies vichyssoises. Certaines personnalités comme Jacques **Soustelle** et Georges **Bidault** (M.R.P., ancien président du C.N.R., ancien président du Conseil de la IVe République) passèrent dans la clandestinité de peur d'être arrêtés pour leur sympathie affichée envers l'O.A.S.; exploitant sans vergogne la mythologie de la Résistance dont ils avaient fait partie, ils tentèrent même un moment de susciter un nouveau C.N.R. La mouvance des "indépendants" accueillit une partie de ce courant, d'autres glissèrent à l'extrême-droite: on les retrouva derrière la candidature de Tixier-Vignancourt à la présidentielle de 1965, puis au Front national dans les années 1980.

L'Algérie eût-elle pu rester française? Il aurait fallu s'y prendre avant que le désespoir et le blocage complet de la situation n'acculassent les musulmans à la lutte armée, et pouvoir compter avec moins de haine entre les communautés en présence; mais ces haines remontaient aux "enfumades" du père Bugeaud. Pieds-Noirs et musulmans s'étaient côtoyés, tolérés *bécif*, mais ne s'étaient jamais aimés, comme en témoigne, par exemple, la proportion extrêmement faible de mariages mixtes à toutes les périodes. Par ailleurs, quand on voit les tensions que provoque aujourd'hui la présence de deux millions et demi d'Algériens ou descendants d'Algériens en métropole, et quand on fait le rapport entre la population des deux pays (trente-deux millions d'Algériens contre cinquante-sept millions de Français en 1998, en restituant les immigrés à la communauté algérienne), et en tenant compte du fait que la population d'une Algérie restée française aurait continué à bénéficier de la liberté d'installation sur l'ensemble du territoire, il faut être conscient qu'une France qui aurait gardé l'Algérie serait très différente de celle que nous connaissons: ce serait un pays bi- ou trilingue et bireligieux, avec différentes communautés représentées en tant que telles, quelque chose d'assez semblable sans doute à l'Afrique du sud d'aujourd'hui, après l'*apartheid*. En lâchant l'Algérie, **de Gaulle a sans doute préservé** la nation une seconde fois; non cette fois l'indépendance et l'honneur, mais bien **l'identité de la France** en tant que pays européen et chrétien. J'ignore si c'est un bien.

V-La décolonisation de l'Afrique noire.

En Afrique noire, les premiers partis nationalistes apparurent dans l'après-guerre, notamment le Rassemblement démocratique africain (R.D.A.) de l'Ivoirien Félix **Houphouët-Boigny** (1905-1993) en octobre 1946: très lié au départ du P.C.F. il s'en éloigna au début des années 1950. Les différents leaders africains, parmi lesquels Léopold-Sédar Senghor au Sénégal, Philibert Tsiranana (1912-1978) à Madagascar — le plus radical était le Guinéen Ahmed Sékou Touré (1919 ou 1922-1984), un ancien syndicaliste — profitèrent de leur charge de député sous la IVe République (et il n'y avait qu'un député par colonie en Afrique) pour se faire connaître, se donner une stature nationale et se constituer des clientèles: après l'indépendance ces éléments leur permirent de se maintenir au pouvoir, parfois jusqu'à leur mort comme Houphouët et Touré. En juin 1956 le ministre de la France d'Outre-Mer de Guy Mollet, Gaston **Defferre**, prenant pour une fois les devants, fit voter une **loi-cadre** qui accordait l'autonomie interne à toutes les colonies d'Afrique noire et à Madagascar; cette loi contribua à désamorcer d'éventuels troubles, mais elle ne parvint pas à faire revivre une Union française déjà moribonde. Elle fut contestée notamment par Senghor et Tsiranana; au mieux, ce n'était pour eux qu'une étape.

La constitution de la Ve République prévoyait la constitution de ce qui demeurait de colonies, essentiellement en Afrique noire, en une "**Communauté**", traduction française de *Commonwealth*: autrement dit une structure fédérale très lâche; chaque membre eût réglé ses propres affaires. Le référendum eut lieu en septembre 1958; seuls les Guinéens, sous l'impulsion de Sékou Touré, dirent "non" à la Communauté à plus de 95%; de Gaulle les abandonna à leur sort, refusant toute coopération¹. L'appui des autres leaders africains obéissait notamment au souci d'éviter une balkanisation de l'Afrique; hélas, très vite les égoïsmes locaux reprirent le dessus. Personne ne croyait à ce *Commonwealth* sans reine; surtout pas l'opinion publique métropolitaine, qui en pleine guerre d'Algérie se fichait éperdument du destin de l'Afrique noire. Le constat d'échec aboutit à la proclamation des indépendances dans l'année 1960.

Un certain nombre de confetti reçurent leur indépendance un peu plus tard, c'est-à-dire qu'on s'en débarrassa parce qu'ils coûtaient trop cher: les Comores en 1975 (l'une des quatre îles, Mayotte, choisit de demeurer française à la consternation générale); le territoire français des Afars et des Issas en 1977, sous le nom de république de Djibouti; les Nouvelles-Hébrides en 1980 sous le nom de Vanuatu. En 1985-1986, une grave crise éclata en Nouvelle-Calédonie, sur laquelle je ne m'étends pas car ce n'est plus votre programme; elle n'a pas débouché sur l'indépendance

¹ Après l'indépendance, Touré établit en Guinée l'un des régimes les plus sanglants d'Afrique, jusqu'à sa mort en 1984. Cela ne l'empêcha pas de devenir un mythe anticolonialiste en Afrique noire... et ailleurs: vers 1970, le leader radical noir Stokely Carmichael prit le nom de Kwame Ture en hommage à Touré et à Kwame Nkrumah, le leader socialiste et "panafricaniste" du Bénin (voyez le cours sur les États-Unis, au chapitre 4).

car les Calédoniens d'origine européenne sont majoritaires et n'en veulent pas. Aux Antilles et à la Réunion le mouvement anticolonialiste semble avoir fait long feu: le contraste entre les effets des subventions métropolitaines et l'état des pays voisins indépendants est trop parlant. En Polynésie, où l'abolition de l'indigénat date seulement de 1971, un statut de large autonomie interne a calmé les choses, avec l'argent du nucléaire qui a coulé à flots jusqu'en 1995.

VI-Les relations entre la France et son ancien Empire depuis la décolonisation.

« On pense encore à toi, ô Bwana¹ »
M. Sardou.

Que reste-t-il à la France, réduite à l'"hexagone" (une appellation apparue dans les années 1960), de l'aventure coloniale? Quelques îles et archipels répartis sur l'ensemble de la planète, à peine plus importants en surface, et plus utiles à notre économie, que les colonies de 1815 — ils lui donnent au moins l'avantage de disposer du second domaine maritime du monde, après l'U.R.S.S. puis la Russie. Ce sont les anciennes îles à sucre, françaises depuis plus longtemps que Nice ou Strasbourg; et les "territoires d'outre-mer", moins proches culturellement et qui disposent d'une certaine autonomie: la Polynésie française, Wallis et Futuna, la Nouvelle-Calédonie, Mayotte et Saint-Pierre et Miquelon, plus un certain nombre de rochers inhabités dans les océans Indien et Pacifique. Tout cela représente plutôt une charge qu'un atout pour l'économie française: à la Réunion, une famille sur deux vit du R.M.I. Deux exceptions: la Guyane où depuis 1979 ont lieu les tirs de la fusée européenne Ariane; la Polynésie française où ont eu lieu, des années 1960 à 1995, les essais nucléaires français, sur, puis sous l'atoll de Mururoa.

Depuis que l'Empire n'est plus qu'un souvenir, la France a tenté de maintenir des liens avec ses anciennes colonies dans la mesure du possible: là où la décolonisation s'est mal passée, comme en Indochine ou en Algérie, cela a été très difficile; là en revanche où elle a eu lieu sans trop de sang ni de larmes, cela a été beaucoup plus aisé. D'autres de ces liens sont constitués par l'immigration, que je traite au chapitre 17.

La Communauté a avorté: les liens formels sont donc inexistantes. Cela ne veut pas dire que l'influence politique de la France dans ses anciennes colonies d'Afrique a complètement disparu, bien au contraire! Dans les années 1960 l'on parlait à leur propos du "pré carré" de la France². La France entretenait des troupes en Centrafrique, au Tchad, au Gabon, à Djibouti; elle fournissait une bonne partie du budget de certains États africains et soutenait la monnaie commune à treize pays d'Afrique francophone, le franc C.F.A., lié au franc français par une parité fixe. Elle intervenait régulièrement dans leurs affaires politiques. Dans les années 1960 à 1980 cette activité de "gendarme de l'Afrique" consistait essentiellement à remplacer périodiquement un dictateur par un autre, mieux disposé envers la France ou simplement plus présentable: à l'heure de la guerre froide, l'essentiel était la stabilité, et peu importait la démocratie. Elle intervenait le plus souvent discrètement: le nom du gaulliste Jacques **Foccart**, (1913-1997), est associé à cette "diplomatie africaine de l'ombre" des années gaullistes et pompidoliennes³. À l'occasion cependant c'était assez spectaculaire, comme lorsqu'en 1979 les troupes françaises renversèrent Jean-Bedel **Bokassa** (1921-1996) l'ubuesque chef d'État du Centrafrique, qui s'était proclamé Empereur en décembre 1996 et jetait ses opposants aux crocodiles. Bokassa avait lui-même été imposé par les Français en 1965, et dans les années 1970 le président Giscard d'Estaing allait volontiers chasser le fauve chez son "cher cousin", où Bokassa lui offrait des diamants (ces petites attentions furent à l'origine d'un scandale politique qui contribua à lui coûter sa réélection en 1981 — voyez au chapitre 16).

Cette influence politique de la France en Afrique s'est étendue aux anciennes colonies belges (le Congo belge ou Congo-Kinshasa, devenu le Zaïre de la fin des années 1960 à 1998; le Rwanda, le Burundi). Ainsi, après la guerre civile qui ensanglanta le Congo belge à son indépendance, en 1960-1965, la France a soutenu le régime du maréchal Mobutu (Joseph Mobutu avant 1972, puis Mobutu Sese Seko Ngubendu Wa Za Banda, 1930-1997, au pouvoir de 1965 à 1996). Les parachutistes français (basés en Centrafrique) sont intervenus deux fois à la fin des années 1970, dans la riche région minière de **Kolwezi** (le Katanga ou le Shaba — les noms changent selon les

¹ "Bwana": vocable par lequel les Africains étaient censés s'adresser respectueusement aux Blancs. L'équivalent indien était: "Sahib". Dès 1950, l'emploi de ces termes était parodique, sauf dans la bande dessinée belge; la citation, évidemment "décalée", vient de la même chanson à laquelle j'ai fait allusion dans l'introduction.

² Référence à la conquête progressive de la Lorraine par la monarchie absolue au XVIII^e siècle: on disait que le roi "faisait son pré carré", c'est-à-dire réduisait les rentrants et les enclaves pour se doter d'un domaine cohérent et facile à défendre. Par extension, "pré carré" en est venu à signifier "domaine réservé".

³ Foccart, d'origine lorraine, avait passé son enfance en Guadeloupe. Entrepreneur en import-export entre les colonies et la métropole, il avait participé à l'épopée de la France libre, puis avait été l'une des figures du R.P.F.; il y était chargé notamment des affaires de l'outre-mer. Très proche de De Gaulle, il fut secrétaire général de la COmmunauté, puis, après la disparition de celle-ci, secrétaire général à la présidence de la République pour les affaires africaines et malgaches (jusqu'en 1974); ce fut aussi l'un des organisateurs de la manifestation gaulliste du 30 mai 1968.

régimes politiques), pour sauver le régime Mobutu menacé par divers complots et guérillas. Dans les autres régions du monde, il a existé ou il existe toujours des relations étroites, mais un peu plus égalitaires, avec les gouvernements du Liban (jusqu'à ce que ce pays soit tombé sous protectorat syrien à la fin des années 1980), de la Tunisie et du Maroc; en 1965, la fameuse affaire **Ben Barka** a mis en évidence la nature de cette coopération. Mehdi Ben Barka, un opposant au régime marocain (né en 1920), fut enlevé en plein Paris par la police secrète marocaine, avec la complicité évidente des "barbouzes" français... Il n'a jamais été retrouvé. En revanche, la coopération politique est inexistante avec la Syrie et l'Algérie socialisantes, et avec les pays d'Indochine.

En matière économique, les choses ont beaucoup évolué dans les années 1960. De Gaulle rêvait de faire du "pré carré" africain une zone d'influence privilégiée pour l'économie française, une réserve de matières premières, un marché pour les produits français, etc. Pour assurer la stabilité du continent noir, les monnaies africaines (le franc C.F.A. et le franc comorien) étaient liées à la monnaie française, ce qui voulait dire que la banque de France en garantissait le cours. Il existait aussi toute une série d'accords de coopération, le plus souvent signés à l'échelon européen comme les accords de Lomé, entrés en vigueur en 1972, qui permettaient aux produits des pays d'Afrique noire francophone (entre autres) d'entrer sur les marchés intérieurs européens sans payer de droits de douane, tandis que les pays signataires conservaient le droit de taxer les produits européens à l'entrée de leur territoire.

Hélas, les économies africaines se sont révélées parmi les moins dynamiques du monde, et les plus mal gérées. Peu à peu, surtout à partir des années 1980, les entreprises françaises, découragées par l'anarchie, la corruption, etc., se sont retirées de ces pays pour investir dans des régions du monde plus développées ou plus dynamiques. D'autre part, le gouvernement français s'est progressivement fatigué de subventionner des gouvernements corrompus, de voir l'argent de la coopération passer à la construction de différents "éléphants blancs" (le plus spectaculaire fut la cathédrale de Yamoussoukro, une réplique en béton de Saint Pierre de Rome construite dans le village natal du président de Côte-d'Ivoire, Félix Houphouët-Boigny, dans les années 1980 — Yamoussoukro est devenue la capitale du pays dans les années 1990). Les crédits à la coopération économique intergouvernementale ont beaucoup diminué. C'est avec les pays du Maghreb que les relations économiques sont demeurées les plus intenses, pour des raisons de proximité et de taille des marchés autant que de proximité culturelle. En particulier avec l'Algérie, qui est toujours restée notre premier partenaire économique au sud de la Méditerranée, à cause du gaz (exploité par des entreprises françaises en "coopération" avec le monopole d'État algérien) et parce qu'une grande partie des produits de consommation courante consommés dans les villes algériennes sont importés de France.

Mais le caractère le plus original de la coopération entre la France et ses anciennes colonies est sans doute sa forte **dimension culturelle**. Le concept de "**francophonie**" est apparu progressivement dans les années 1960¹: c'est l'idée que la France et son ancien Empire partagent un héritage culturel, et qu'il est important de le préserver pour conserver les liens tissés durant un siècle et pour faire pièce à l'avancée de l'anglais. La francophonie a fait l'objet de moult attentions de la part des gouvernements successifs de tous bords, car elle est considérée (à juste titre) comme l'un des principaux relais de l'influence de la France dans le monde, au-delà des éventuelles mésententes politiques ou du relâchement de certains liens économiques. Elle a même eu son ministre à certaines périodes; des sommets de chefs d'État francophones ont lieu périodiquement depuis 1986. L'immense avantage de la francophonie, c'est qu'elle dépasse très largement l'Afrique noire anarchique et désargentée! Le Québec, notamment, y a joué un rôle enthousiaste; on y trouve aussi la Belgique, la Suisse romande, toute une série de pays qui n'ont jamais été colonies françaises mais où la tradition francophone est ancienne, comme l'Égypte, et même d'anciennes colonies françaises devenues britanniques au XVIIIe siècle, mais qui se rappellent aujourd'hui leur passé, et que la langue vernaculaire de la population demeure un créole à base de français, comme l'île Maurice. Il faut dire que la francophonie, c'est aussi des crédits, des coopérants français pour les universités, et la possibilité de se faire entendre dans des forums internationaux. C'est une forme de rayonnement relativement saine: pas trop d'arrière-pensées politiques ou économiques, des discussions, de la coopération plutôt que des ordres.

La francophonie rassemble aujourd'hui (2002) au moins cent vingt millions d'habitants (pas tous réellement francophones, évidemment) et est représentée sur tous les continents à l'exception de l'Amérique latine. Elle est un groupe de pression important à l'O.N.U. et dans les autres instances internationales; en revanche on peut regretter que les écrivains de la francophonie soient peu lus en France (et dans la francophonie hors de leur pays d'origine), alors même que de plus en plus de littératures étrangères se fraient leur chemin dans la culture des Français. Même Senghor n'est qu'un nom, prestigieux certes. C'est regrettable notamment sur le plan linguistique, car le français parlé hors de France est parfois très riche².

¹ Le mot, inventé par Élisée Reclus en 1880 dans un sens purement linguistique, a été ressuscité en 1962 par *Esprit* dans son sens actuel.

² Les seules exceptions sont les écrivains roumains de langue française (Ionesco, Cioran), mais même s'ils ont été élevés dans une ambiance francophone à Bucarest ils ont vécu l'essentiel de leur vie adulte en France, ce sont plutôt des immigrés. Quant à Samuel Beckett, prix Nobel irlandais de langue française, c'est un cas très particulier: le passage à la langue française a été pour lui un choix personnel sans lien avec les traditions culturelles de son pays, qui appartient au monde anglo-saxon.

En revanche l'Algérie, qui compte un tiers de francophones réels mais qui a de loin le rapport à la France le plus difficile de toutes nos anciennes colonies, a refusé à ce jour d'adhérer à la francophonie, tout comme les pays d'Indochine durant la période de votre programme; on peut y ajouter la Roumanie qui s'est redécouverte francophone depuis la chute du communisme en décembre 1989.